



HAL
open science

Le discours de la presse nationale française sur l'opération Turquoise. Rwanda 23.06.1994-29.08.1994

Marie-Anne Paveau

► **To cite this version:**

Marie-Anne Paveau. Le discours de la presse nationale française sur l'opération Turquoise. Rwanda 23.06.1994-29.08.1994 : Rapport de recherche pour la FED (Fondation pour les études de défense),. 1996. hal-00519230

HAL Id: hal-00519230

<https://hal.science/hal-00519230>

Submitted on 19 Sep 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**LE DISCOURS DE LA PRESSE
NATIONALE FRANÇAISE
SUR L'OPÉRATION TURQUOISE
RWANDA 23.06.94 - 29.08.94**

FONDATION POUR LES ÉTUDES DE DÉFENSE

Marie-Anne PAVEAU

INTRODUCTION

L'intervention française au Rwanda (23.06.94 - 29.08.94) a mobilisé la presse française d'une façon suffisamment remarquable pour que l'on puisse tenter de tracer les grandes lignes d'une opinion sur l'opération Turquoise dans les colonnes françaises. L'étude qui suit repose sur le traitement de données recueillies dans la presse nationale quotidienne française pendant la durée de l'opération. Tous les articles concernant Turquoise ont été recensés et l'on y a relevé les éléments qui semblaient participer d'une opinion sur cet événement. La recherche a été orientée par les questions suivantes : que pensent les journalistes et leurs invités de la **légitimité de l'intervention française** ? Quels commentaires font-ils sur la manière dont les **missions des intervenants français** sont conçues ? Quels jugements sont portés sur les **modalités d'action et de gestion des situations** au Rwanda ? De quelle **image des dirigeants français, des instances internationales et des militaires français** la presse quotidienne se fait-elle le support en France en cet été 94 ?

I/ LÉGITIMITÉ DE L'INTERVENTION

A/ LA "FRANCE OFFICIELLE" EST "DISQUALIFIÉE"

Dans leur grande majorité, les quotidiens mentionnent le soutien antérieur de la France au régime du président Habyarimana, et en tirent une condamnation plus ou moins forte de la décision française d'intervenir au Rwanda. Le rappel du soutien français, qui revient régulièrement dans les articles jusqu'à la fin de l'opération, prend trois formes principales (soutien **politique** au régime, soutien **militaire** avec éventuellement responsabilité dans l'armement et l'entraînement des milices hutues, et enfin responsabilité directe dans le **génocide**), avec des degrés de condamnation divers selon les locuteurs :

1/ LES JOURNALISTES : LE PÉCHÉ ORIGINEL

a/ Rappel général d'un soutien **politique**

Le rappel et la condamnation du soutien au régime d'Habyarimana sont généraux dans la presse française et ne se limitent pas temporellement au début de Turquoise. On les retrouve jusqu'à la mi-août, mais leurs formes sont avec le temps moins virulentes et la réalité de ce soutien est quelque peu atténuée, voire parfois excusée par les acquis de Turquoise à partir de la mi-juillet. Mais il faut souligner que cette idée n'est jamais perdue de vue dans la presse française.

- J. Hélène (*MON* 23.06): "La France est coupable d'une longue complicité avec l'ancienne dictature de Kigali". Un mois après (*MON* 23.07), J.-M. Colombani rappelle que "la France serait plus en accord avec elle-même si elle n'avait pas à porter une croix, sa croix : celle de l'aide qui fut dispensée à ceux-là mêmes qui ont organisé le génocide".

- M. Malagardis (*LAC* 24.06) : "Mal inspirée dans le choix de ses alliés, la France tente aujourd'hui de sauver la face. Mais sa légitimité est désormais sérieusement menacée".

Si le 12.07, on trouve encore la mention du "rôle passé ambigu de la France" dans *ECH*, les journaux du 01.08 (date du coup d'envoi de l'opération américaine "Support Hope") présentent un fort contraste. D'une part l'aide au régime de Kigali est mentionnée dans *FIG* du 01.08 sous la forme interrogative et presque justifiée au nom de l'influence française dans le monde :

- F.-O. Giesbert : "La France a-t-elle à rougir d'avoir aidé et armé le régime hutu de Juvénal Habyarimana, assassiné en avril dernier ? Sans doute devrait-elle y regarder à deux fois avant de subventionner ces tyrannaux plus ou moins sanguinaires mais le plus souvent incompetents, qui sévissent sur le continent noir [...]. Mais c'est aussi son influence dans le monde que la France joue à travers sa politique africaine : près de 200 millions d'Africains vivent, bon an mal an, dans son orbite. A nous de rester dignes de leur confiance. En soutenant économiquement les régimes qui le méritent et en aidant, à chaque catastrophe humanitaire, les damnés de la terre".

D'autre part *HUM*, remarquablement fidèle à sa prise de position initiale, rappelle sous la plume de M. Muller les "énormes responsabilités des autorités françaises dans la tragédie rwandaise".

Enfin ce péché originel français apparaît encore dans *FIG* du 19.08, dans lequel P. de Saint-Exupéry tente un bilan de l'opération Turquoise :

- "Les soldats de la patrie des droits de l'homme n'avaient-ils pas formé - sur ordre de leur gouvernement - une garde présidentielle qui donna le signal des massacres ? Le gouvernement français n'avait-il pas soutenu un régime qui finira coupable de génocide ? Le chef de l'État, enfin, n'était-il pas impliqué dans l'élaboration d'une politique rwandaise qui a conduit à une faillite spectaculaire ?"

b/ Dénonciation du soutien **militaire** (par entraînement de l'armée rwandaise sous le régime d'Habyarimana, le plus souvent) :

J. Isnard (*MON* 23.06) titre "Une aide militaire et souvent clandestine" en donnant des précisions chiffrées, mais souligne cependant que "à aucun moment, [...] des coopérants militaires français n'ont eu pour tâche d'encadrer ou d'instruire les milices hutues, dont le rôle dans les exactions commises au Rwanda est aujourd'hui reconnu par tous [...]".

Cette réserve témoigne de la volonté de ne pas égratigner les militaires français agissant sur place, que l'on retrouvera souvent chez les journalistes (voir IV). Réserve certes, mais cependant cohérence dans la dénonciation puisque J. Isnard reprend mot pour mot son titre quinze jours plus tard, alors que l'opération est largement entamée et que la situation a évolué : "L'aide de la France au régime en place à Kigali fut alors aussi *massive que clandestine*" (*MON* 07.07).

MON et *HUM* choisissent de donner la parole à Amnesty International qui déclare *via* A. Bassir Pour (*MON* 24.06) que "des soldats français auraient entraîné des "escadrons de la mort"" et demande (*HUM* 24.06) une enquête sur la DAMI susceptible d'avoir encadré lesdits "escadrons". *HUM* est au moment du déclenchement de l'opération Turquoise comme pendant tout son déroulement le support le plus violemment critique et opposé aux décisions françaises ; le journal condamne donc avec virulence le soutien militaire de la France au régime de Kigali :

- J.-P. Piérot : "Oui, la France officielle a soutenu jusqu'au bout une dictature, armé et formé ceux qui ont massacré par centaines de milliers de personnes" (*HUM* 27.06). Le 16.07, J.-P. Piérot reprend et développe cette accusation : "Les déclarations du ministre M. Roussin laissent pantois : "Tout ce qui a été fait l'a

été dans les règles". L'armement et l'encadrement d'une armée qui s'est rendue coupable de tels crimes ? Pour M. Roussin, la France n'a fait que de "l'instruction militaire". Faut-il rappeler ici la lettre [...] confirmant qu'un officier français était chargé de l'organisation de l'armée rwandaise, de l'instruction et de l'entraînement des unités, de l'emploi des forces ?"

La presse d'extrême-droite souligne également l'action de l'armée française au Rwanda qui a "conseillé, entraîné, encadré les milices hutus responsables aujourd'hui de massacres de masse" (*PRE*, 24.06 ; A. Sanders).

c/ Responsabilité de la France dans le **génocide**.

M. Muller laisse entendre dans *HUM* que la France connaissait et soutenait les projet "d'extermination" au Rwanda :

- Muller 28.06 : "Est-il un tant soit peu imaginable que les autorités françaises, militaires, diplomatiques et politiques au plus haut niveau n'étaient pas informées de la préparation du plan d'extermination ? Pour quelles raisons ont-elles laissé se poursuivre les préparatifs ? "

HUM est le seul journal à considérer que la France a une responsabilité directe dans le "génocide" (terme employé en revanche par pratiquement tous les journalistes). Les autres supports y font allusion indirectement, par le biais de la mention du soutien militaire, comme on vient de le voir.

2/ INTELLECTUELS, ASSOCIATIONS ET CHERCHEURS : SOUTIEN À UN "NAZISME TROPICAL" OU "POLITIQUE DU MOINDRE MAL" ?

Force est de constater que les intellectuels ne s'expriment pas beaucoup sur l'affaire rwandaise dans la presse écrite, ce que souligne d'ailleurs *CAN* 27.07 :

- Silence assourdissant de beaucoup d'intellectuels - du type "prêts à se battre jusqu'au dernier Bosniaque" - depuis le début du génocide rwandais. Seule explication possible : ils ont pris le maquis dans le Lubéron".

Les journaux reçoivent en revanche volontiers dans leurs colonnes des chercheurs (historiens de l'Afrique, ethnologues africanistes), dont les positions sont souvent sensiblement différentes de celles des journalistes.

Du côté des intellectuels, il y a globalement, comme chez les journalistes, condamnation des actions antérieures de la France au Rwanda. Selon A. Glucksmann et D. Rondeau, qui rappellent les "torts passés" de F. Mitterrand et A. Juppé, la France est "coresponsable de l'armement des massacreurs" (*LIB* 23.06). G. Delteil élargit et idéologise le débat dans *HUM* 23.06, plaçant la France parmi les

"nations riches [qui] ont commis, notamment en Afrique, les plus épouvantables massacres, arment et soutiennent un peu partout d'affreux tortionnaires et ont souvent contribué, par leur politique de division, à favoriser ces conflits".

Les associations "SOS racisme" et "Citoyens solidaires", par le biais de leurs responsables (H. Désir, D. Lecomte, C. Soussi et F. Sylla), considèrent quant à elles que la "responsabilité française" est grande dans ce qu'ils appellent un "nazisme tropical" :

"Conflit tribal, fatalité africaine, drame inévitable ? En réalité, Hutus et Tutsis parlent la même langue, pratiquent les mêmes religions [...]. On a dressé les uns contre les autres pour mieux contrôler les uns et les autres [...]. Clivage transformé par la mythologie ethnographique des colonisateurs, puis développé, exacerbé par les

pouvoirs successifs pendant et après la colonisation [...]. Quelle mission a accomplie le pays des droits de l'homme en sauvant en 1990, avec quelques hélicoptères armés de roquettes, une dictature "génocidaire" ?"

Du côté des universitaires, P. Erny, ethnologue, professeur à l'université de Strasbourg ayant exercé au Rwanda, invité dans les colonnes de *LAC* le 02.07, dénonce "l'intoxication généralisée" dont les médias sont responsables, veut remettre quelques pendules à l'heure et dénonce "l'ethnocentrisme" dont se rendent coupables ceux qui veulent "contraindre les réalités d'une autre culture à entrer dans nos catégories". Ainsi trouve-t-il que le soutien de la France au Rwanda d'Habyarimana n'est pas si condamnable que cela :

"Si, envers et contre tout, la France a soutenu le Rwanda, un pays qui, dans sa pauvreté extrême, ne présente aucun intérêt économique, c'est quand même parce qu'il était attaqué du dehors, avec l'appui massif d'un pays voisin, qu'il risquait d'être entraîné dans une catastrophe sans pareille et ne disposait pas des moyens adéquats pour se défendre. À la politique du pire du FPR, elle a cherché à opposer une politique du moindre mal. Seul contre tous, elle avait quelque courage à le faire."

B/ LE STATUT DE LA FRANCE : DU GENDARME AU GANGSTER

Les réserves quant à l'intervention sont souvent accompagnées de commentaires sur le statut que la France possède (ou veut posséder) au Rwanda et en Afrique en général. Sur ce point, il n'y a pas de distorsion entre le discours des journalistes, des intellectuels et des chercheurs ; il semble au contraire y avoir un consensus assez remarquable. Ces commentaires sont de deux types : muets ou parlants.

On trouve d'une part dans tous les journaux des récapitulatifs des interventions françaises en Afrique depuis la décolonisation, sous la forme de tableaux chronologiques non commentés. Ces tableaux constituent des commentaires muets et indiquent à eux seuls que la France est une puissance active sur un continent qui a longtemps fait partie de son empire. D'autre part, les locuteurs livrent leurs appréciations sur le statut de la France ; ce sont les commentaires parlants.

Ces commentaires parlants sont très généralement lexicaux, c'est-à-dire qu'ils consistent à donner des *noms* à la France qui intervient au Rwanda. Ces noms, on le verra, sont très fortement connotés et constituent donc des jugements subjectifs.

- **Gendarme** : dans la première semaine de l'opération, on trouve ce terme dans *FIG*, *FRA* et *HUM* dans la bouche de locuteurs invités à s'exprimer ou dont les propos sont choisis par la rédaction :

. J.-L. Dufour (*FIG* 24.06) : "En intervenant au Rwanda, la France se proclame décidément *gendarme* de l'Afrique". Il souligne plus loin qu'il s'agit d'une "volonté désuète".

. M. de Laubier (*FRA* 24.06) : (question à J. Copans) "Pourquoi la France joue-t-elle encore aujourd'hui ce rôle de *gendarme* de l'Afrique ?"

. P. Messmer (*HUM* 28.06) : "La politique de la France en Afrique ne doit pas être celle d'un *gendarme* colonial".

- **Croisé** : on trouve dans *LAC* (25.06) le titre suivant : "La dernière croisade française en Afrique" (article de M. Malagardis), titre d'ailleurs ambigu car on ne sait de prime abord s'il s'agit de la dernière en date ou de la dernière tout court.

- *Roi* et *gangster*, même combat, serait-on tenté de dire, dans *HUM* où C. Deroubaix signe un article intitulé "Paris se croit toujours roi en Afrique" et où il précise que Turquoise s'inscrit dans la ligne d'une politique menée par le général de Gaulle et J. Foccart, ces derniers n'hésitant pas à accomplir des "actes dignes de *gangsters*". On trouve dans les colonnes de *HUM* de nombreux commentaires de ce type entre le 23.06 et le 25.06 (la position de la France est "intenable", il s'agit d'une "politique d'ingérence"), le journal se faisant volontiers insistant et redondant sur ce point. Ces commentaires se retrouvent jusqu'au début du mois d'août ou le journal souligne encore que "les autorités françaises semblent vouloir poursuivre aveuglément leur politique d'ingérence" (06.08).

- *Clientélisme* et *paternalisme* : plus modérés et plus analytiques, les discours de L. Rosenzweig dans *MON* et du chercheur J. Copans interrogé dans *FRA* concluent pour le premier à un "clientélisme dévastateur" (06.07) et pour le second à "des habitudes de paternalisme, de connivence" (23.06).

C/ LA NATURE DE L'AFFAIRE RWANDAISE : "PURIFICATION ETHNIQUE" OU "LECTURE RACIALE SIMPLISTE" ?

Les jugements sur l'intervention française dépendent également de ce que la presse française "voit" au Rwanda. Si les récits de massacres, blessures et assassinats en tous genres envahissent la presse française du mois de juillet 1994, l'origine et la nature de ces événements sont diversement appréciées selon les journaux et les locuteurs. Deux analyses courantes semblent disponibles, auxquelles il faut ajouter la position une fois encore marginale de l'ethnologue P. Erny, répercutée par *LAC*. Les choix interprétatifs vont ici montrer, contrairement au paragraphe précédent, une différence assez nette entre le discours des journalistes et celui des chercheurs et associations (la parole des intellectuels sur ce point étant absente de la presse française).

1/ L'ANALYSE EN TERMES D'ETHNICITÉ.

Ce sont exclusivement des journalistes qui proposent cette analyse du conflit rwandais. Tout en signalant les "erreurs des colonisateurs" dans "l'exacerbation des luttes ethniques", *FRA* prononce l'expression *purification ethnique* dès le 24.06, ce qui signale bien sûr un amalgame entre la question de l'ex-Yougoslavie et celle du Rwanda. D. Garraud choisit lui aussi cet implicite puisqu'il titre dans *LIB* 29.06 : "Le *nettoyage ethnique* continue dans les montagnes rwandaises", ce qui ne peut égarer le lecteur sur l'association faite avec les exactions serbes. Enfin, on a vu plus haut que M. Muller parlait "d'extermination programmée" dans *HUM* 28.06, ce qui implique ici une comparaison avec le génocide des Juifs en 1940 (comparaison que l'on avait déjà trouvée sous la plume de "SOS racisme" qui parlait de "nazisme tropical"). Dans *PRE*, on trouve le terme *pogrom* accompagnant celui de *génocide* (01.08), et la mention d'une "multi-ethnicité" à l'origine du conflit. Soulignons que dans ces journaux, cette analyse n'est pas révisée ultérieurement, c'est-à-dire que les journalistes ne reviennent pas directement dessus. Cependant, la question de l'ethnicité du conflit est plutôt mise en sourdine et l'on n'y retrouve plus d'allusion directe (contrairement à ce qui se passe pour l'ex-Yougoslavie par exemple).

Doit-on en conclure à une hésitation sur cette question (voire une ignorance) de la part des rédacteurs ?

2/ L'ANALYSE EN TERMES POLITIQUES.

Parmi les discours qui mettent l'accent sur la dimension politique du conflit, contestant par là-même sa prétendue nature ethnique, il faut distinguer ceux des journalistes et ceux des chercheurs et associations.

a/ Les journalistes.

Dès le 23.06, D. Micoine (*PAR*) entre de plainpied dans la complexité du conflit en proposant une fiche monographique sur A. Kanyarengue, où l'on peut lire que

- "le colonel qui dirige le mouvement rebelle, à majorité tutsi, est lui-même hutu".

Le 24.06, le journaliste propose avec M. Chalamet, dans un article-guide intitulé "Comment en est-on arrivé là ?", une interprétation politique du conflit, ligne dont *PAR* ne se départira jamais :

- "S'agit-il ou non d'une guerre ethnique Tutsis-Hutus ? La thèse est simpliste. A l'origine, les Tutsis ont effectivement conquis la région et asservi une majorité de paysans hutus. Mais les deux communautés parlent la même langue, pratiquent la même religion, et ont des coutumes à peu près similaires. Il n'est d'ailleurs pas possible de reconnaître un Hutu et un Tutsi et "l'ethnie" ne peut se distinguer que parce qu'elle est inscrite sur la carte d'identité".

Ce faisant, les journalistes du *PAR* récusent l'interprétation ethnique, ce qu'ils feront jusqu'à la mi-juillet :

- B. F (11.07) : "La guerre au Rwanda n'est pas un conflit ethnique, comme on le croit trop facilement".

Leur discours apparaît ainsi à la fois comme différent de celui de la vulgate ethnicisante, empreint de sérieux puisque le lecteur constate qu'ils ne craignent pas de se colleter avec des éléments déroutants et contradictoires (le chef de la rébellion tutsie est un Hutu) et enfin pédagogique car les articles abondent en mises au point et monographies de tous ordres.

On ne trouve pas de prise de position comparable chez les autres journalistes pendant la même période, excepté peut-être chez J.-P. Piérot qui dans *HUM* 27.06 parle d'une "épuration *ethnico-politique*". Le contexte de l'article (charge vigoureuse contre la politique africaine de la France) laisse en effet penser que *politique* concerne le rôle de la France depuis avril 1994 et conséquemment la situation intérieure du Rwanda. L'expression intègre cependant la dimension ethnique du conflit, ce qui la rend soit synthétique (et quelle synthèse ambitieuse et rapide, que celle de l'ethnique et du politique !), soit confuse : il faut en effet reconnaître que sa signification contextuelle est difficile à démêler. Soulignons cependant que le journal communiste, accueillant le 09-07 (il faut remarquer que les journalistes du *PAR* sont largement en avance dans leurs analyses) les "démocrates rwandais", diffuse une phrase de C. Karege qui va dans le sens d'une interprétation non ethnique du conflit :

- "Callixte Karege, du FPR, a insisté, comme les deux autres orateurs, sur le caractère dangereux de "la lecture ethnique et raciale faite du conflit rwandais". Dire, comme l'a fait Alain Juppé, que "la France a permis aux Hutus modérés et au FPR de se rencontrer" est une "lecture raciale simpliste" ".

b/ Autres locuteurs.

Le Monde reçoit les dirigeants de "SOS racisme" et "Citoyens solidaires", qui, plus de quinze jours après les premières analyses de D. Micoine et M. Chalamet, dénoncent eux aussi les analyses ethnicistes du conflit. Ils expliquent que le conflit a été construit par les colonisateurs belges et allemands et entretenu par la suite par les puissances dominantes dans la région, donc par la France. Pour eux, "l'ethnique cache le politique". Discours relayé plus tard par celui de B. Granjon dans les colonnes de *LAC* (21.07, soit un mois après le déclenchement de Turquoise) :

- "Car on ne le dira jamais assez, bien davantage qu'une guerre clanique entre Hutu et Tutsi, c'est à un conflit politique que nous sommes confrontés, entre une poignée de dominants hutus et une majorité de dominés tant hutus que tutsis".

Il faut remarquer qu'une dimension nouvelle est alors apportée dans l'analyse du conflit. L'opposition Hutu/Tutsi devient une opposition Dominant Hutu/Dominé Hutu et Tutsi, ce qui complique évidemment les analyses.

Dans le même ordre d'idée, c'est aussi dans *LAC* que l'on trouve les positions originales de P. Erny : il tord lui aussi le cou au mythe ethnographique du conflit racial et souligne qu'il s'agit d'une ethnie unique. Mais sur l'échiquier interprétatif il avance deux pions qui montrent sans doute, par les complexités qu'ils révèlent et le savoir qu'ils supposent, pourquoi les journalistes dans leur grande majorité ne veulent ou ne peuvent aller sur ce terrain-là :

- "Il est gravement injurieux de faire globalement des Hutu un peuple de tueurs : c'est un peu comme si on disait, qu'en 1943, les Français étaient tous des assassins parce que les miliciens de Vichy ont commis les horreurs que l'on sait. On ne peut mettre dans le même sac les gens qui, à Kigali, gravitaient autour de la présidence où, effectivement, se développaient des tendances qui se sont avérées très dangereuses, et ceux qui tenaient le gouvernement où œuvraient des hommes et des femmes remarquables [...]. On veut nous faire croire que l'opposition Hutu-Tutsi a été artificiellement ranimée et que le conflit se jouait sur un plan purement politique hors des catégories de pensée anciennes [...]. Depuis 1961, les émigrés tutsi n'ont renoncé à aucun moment à reprendre le pouvoir et ils ont voulu profiter des dérives du régime d'Habyarimana pour justifier leur agression [...]. Dans l'imaginaire rwandais, le Tutsi fonctionne comme l'envahisseur venu du Nord pour asservir le pays ; or cette image se trouve tragiquement réactualisée [...]".

En résumé :

- il ne faut pas mettre tous les Hutus dans la même calebasse ;
- la thèse du conflit politique ne tient pas la route car il existe véritablement une opposition Hutu/Tutsi, mais elle est *culturelle* ;
- les Tutsi ne sont pas tous des victimes innocentes.

D/ SOUTIEN À L'OPÉRATION TURQUOISE

Les journaux quotidiens nationaux qui soutiennent Turquoise le font souvent avec des réserves parfois importantes, à l'exception de *L'Humanité* qui sera absolument opposé à l'opération du début à la fin. Chez les autres locuteurs (intellectuels, associations, chercheurs), les avis sont plus divers. Les raisons avancées pour soutenir l'opération peuvent être regroupées sous les rubriques suivantes :

1/ OÙ L'ON REPARLE DE L'HONNEUR DE LA FRANCE

Ce sont *QUO* et *FRA* qui se placent le plus nettement sur le terrain de la morale et des valeurs nationales.

a/ *QUO*.

P. Tesson soutient sans réserve l'opération Turquoise le 23.06, en soulignant que l'obtention d'une autorisation de l'ONU est une "victoire morale et diplomatique", et trouve que "c'est à l'honneur de la France d'avoir rompu avec la lâcheté du reste du monde". Le lendemain, P. Marcovici, dans le même journal, étend le lexique de la vertu nationale en parlant de "générosité, de courage et de responsabilité".

b/ *FRA*.

C'est un gros titre que l'on y trouve le 23.06 : "Rwanda. La France pour l'honneur", ainsi que les commentaires de J. Malmassari qui se place sur le terrain des valeurs internationales, teintées de morale chevaleresque (il faut dire cependant que la position de J. Malmassari est double, car cette reconnaissance morale de l'opération est en fait une concession de sa part, puisqu'il trouve par ailleurs l'intervention dangereuse (voir plus loin E/) :

- "Il y a aussi la volonté de répliquer à l'indifférence de la communauté internationale par un geste de *panache*, une sorte d'opération *pour l'honneur* et pour la *défense des valeurs* de notre démocratie. Il n'est pas un citoyen français qui ait *honte* de ce geste ni ne souhaite que son pays gagne ce pari."

Enfin, on trouve également une mention de "l'honneur de la France" dans la bouche de Mgr Lustiger, interviewé dans *FIG*. Il n'est pas indifférent que ce soit, parmi les non-journalistes, un homme d'*église* qui emploie ce terme, ce qui permet de resituer les interventions de P. Tesson, P. Marcovici et J. Malmassari (disons pour aller vite qu'ils se réfèrent implicitement à une culture qui est ou ressemble à la culture chrétienne).

2/ LA FRANCE EST MAL PLACÉE MAIS IL FAUT Y ALLER.

C'est une position qui émane du *MON* et de *LIB*, à travers des locuteurs invités, et de façon minoritaire puisque l'on verra que ces deux journaux s'opposent plutôt à l'opération.

Le premier permet à de nombreux locuteurs, souvent des politiques, de donner leur point de vue. Parmi les non-politiques, on retrouve le discours du cardinal Lustiger qui estime que "la France est la plus mal placée pour le faire" mais qu'il faut "tenter quelque chose". Cette position est partagée par R. Brauman, qui souligne le 30.06 "l'opprobre de la France" en admettant que "l'urgence est d'y aller". Enfin, J.F. Deniau donne une version de cette position passée au filtre de l'analyse politique et de la distance par rapport à l'événement (il intervient dans *MON* 12.07) :

- "Peut-on, en conscience, rester sans rien faire, même si on n'est pas les mieux placés ? S'être trompé ne présuppose pas l'abstention. On ne pouvait pas ne rien faire. Il n'est pas anormal d'essayer de réparer ses fautes, si on ne les aggrave pas".

Dans *LIB*, on trouve l'opinion de F. Giroud qui déclare le 23.06 qu'il s'agit d'une mauvaise solution mais qu'il n'en existe pas d'autre. Plus tard, le 04.07, soit 15 jours après le début de l'opération, un journaliste, tout en rappelant que la France est "disqualifiée", admet que la France

"soit seule à se salir les mains" au milieu de "l'indifférence planétaire". C'est également la position de D. Jamet dans *QUO* 02.07.

3/ UNE POSITION PRAGMATIQUE : L'ARGUMENT HUMAIN

Au milieu des voix qui soutiennent Turquoise soit au nom de l'honneur national, soit malgré les fautes passées, on entend celles de C. Ockrent et de P. Biberson (MSF) pour lesquels le simple fait d'empêcher la mort est largement suffisant pour justifier une intervention. P. Biberson, adoptant une position différente des autres ONG, s'exprime le 23.06 dans *LIB* et *INF* et déclare qu'il faut y aller tout simplement parce qu'il y a un génocide et que des gens meurent, en ajoutant que peu importe la nation qui intervient, l'important étant qu'il y ait une intervention. C. Ockrent de son côté fustige ceux qui critiquent la décision française, en particulier les ONG :

- *INF* 27.06 : "Le Rwanda, c'est l'enfer, la boucherie, il faut arrêter ça. Et qu'est-ce qu'on entend ? Les protestations des intellectuels et des humanitaires français [...]. Puisqu'encore une fois et malgré 500 000 morts on n'a pas compris qu'il faut intervenir avant les massacres, puisqu'encore une fois l'ONU démunie est incapable d'agir, que faut-il écouter ? L'appel muet des victimes ou les récriminations des professionnels de l'humanitaire qui, malgré leur dévouement et leur courage, ne sont jamais en mesure d'arrêter les guerres ?"

E/ RÉSERVES

FRA et *FIG* se font l'écho de positions réservées sur la question, ni vraiment favorables à l'opération, ni vraiment opposées. Les réserves sont les suivantes :

1/ DÉSTABILISATION DE LA ZONE

Le général Lacaze, ex-chef d'état-major des armées, émet dans *FRA*, sous la forme de propos rapporté par J.-L. Rochon, une réserve de nature géopolitique, inédite dans la presse française dans la première semaine de l'opération, à l'exception de *PRE* : il craint une déstabilisation et un embrasement des pays voisins, Burundi, Zaïre, Ouganda et Tanzanie. J. Malmassari (23.06) faisait la veille ce type d'analyse, qui restera très marginal pendant la période de Turquoise. *PRE* mentionne ce risque au tout début de l'opération, comme le rappelle A. Sanders le 13.07. :

- "Depuis le déclenchement des massacres au Rwanda, nous répétons qu'il nous étonnerait que le Burundi reste à l'écart des tumultes politiques et guerriers de son voisin. Il y a dans ce pays qui, sous mandat belge (et avant son indépendance de juillet 1962), formait le royaume du Rwanda-Urundi, tous les "ingrédients" pour qu'une explosion se produise".

On ne retrouvera des éléments semblables que dans *LAC* du 02.07, dans la bouche de J.M. Bayart, chercheur au CERI.

2/ DISPERSION DES TROUPES FRANÇAISES

C'est la réserve émise par J.-L. France devrait choisir la concentration de doute aussi du rétablissement de la paix".

Dufour dans *FIG* 24.06, qui trouve que la ses effectifs, "vieux principe de la guerre, sans

3/ PUBLICITÉ

C. Lambroschini s'étonne (*FIG* 24.06) que l'opération ait été "claironnée" et oppose à la couverture médiatique de Turquoise la discrétion des Israéliens à Entebbe. On retrouvera une interrogation du même type 15 jours après l'intervention ; J. Isnard (*MON* 10-11.07) se pose lui aussi la question de la publicité, mais par rapport à la nature des troupes envoyées (soldats d'élite). On reviendra en détail sur ce point *infra* en IV.

F/ OPPOSITION À TURQUOISE

Parmi les voix qui s'opposent à l'opération on isolera d'abord *HUM*, qui adopte et conserve une "ligne dure" de contestation jusqu'au départ du dernier marsouin fin août ; puis on passera en revue les journaux qui transmettent et/ou épousent les positions des ONG et des intellectuels ; enfin on traitera des deux idées directrices de l'opposition à l'intervention française : l'aggravation de la situation, le soutien aux forces gouvernementales et l'exposition inconsidéré de l'armée française.

1/ LE NON DES COMMUNISTES

On ne s'étendra pas sur la position de *HUM*, bien connue maintenant. Qu'il s'agisse d'A. Spire, de C. Deroubaix, de M. Jauffret ou de M. Muller (sans doute le plus virulent), la position du journal est claire : l'intervention française est scandaleusement colonialiste, on note la "brutalité de l'ingérence" (A. Spire 23.06), l'honneur, ce serait plutôt de ne pas y aller (M. Jauffret). Le journal accueille dans ses colonnes du 25.06 un "Collectif contre toute forme d'ingérence", regroupant le CNID, l'AFASFA, le CRF etc., puis le 05.07 le MRAP qui conteste une intervention menée sans le soutien du FPR.

2/ LE NON DES ONG ET DES INTELLECTUELS

La voix des ONG (MSF exclue, qui soutient l'intervention au nom de l'argument humain exposé plus haut) se fait surtout entendre, outre dans *HUM*, dans *LIB*, qui accueille dans ses colonnes le comité France-Rwanda (AICF, Pharmaciens sans frontières, FIDH), dans *PAR*, qui répercute une déclaration de l'AICF et *INF* qui transmet le discours de B. Granjon (Médecins du Monde). Le discours d'opposition des ONG gravite autour des éléments suivants :

- le FPR n'a pas donné son accord ;
- l'intervention sera comprise comme un soutien aux FAR ;
- d'ailleurs la France est "mouillée du côté des assassins" (B. Granjon).

- l'opération "mettrait en danger la sécurité et la capacité d'action des ONG françaises dans le pays" (AICF).

MON informe ses lecteurs de la position des ONG mais ne leur donne pas directement la parole et *FIG* n'en parle quasiment pas.

Les intellectuels quant à eux (si ce pluriel peut s'appliquer aux *trois* personnalités qui interviennent sur ce point) font entendre leur voix dans *LIB* exclusivement, occupant des positions très semblables à celles des ONG (c'est d'ailleurs ce que remarquait C. Ockrent dans *INF* 27.06).

3/ LES ARGUMENTS GÉNÉRALEMENT AVANCÉS

a/ Mettre de l'huile sur le feu.

C'est une expression que l'on trouve dans *MON* (M.P. Subtil 23.06). Elle recouvre une supposition générale qui est que l'intervention française va aggraver les choses, sur les plans politique, militaire et humanitaire. C'est la position des deux associations de résidents français à l'étranger (UFE et ADFE), dont *LIB* répercute un extrait de la lettre ouverte au président Mitterrand, et du Conseil Oecuménique des Églises, dont *LAC* transmet le discours.

b/ "SOS massacreurs".

L'aide aux forces gouvernementales est souvent invoquée comme argument contre Turquoise. On constate que sur ce point les journalistes s'engagent, puisque cette position est clairement assumée par D. Garraud (*LIB* 23 et 24.06), H. Vernet (*QUO* 24.06), auteur de l'expression "SOS massacreurs" et M. Muller (*HUM* 01.07), qui titre "L'intervention française aide le pouvoir assassin". Le journal communiste publiera le 09.07 la lettre que "103 chercheurs spécialistes de l'Afrique" ont adressée au gouvernement (on ne retrouve mention de cette lettre nulle part ailleurs dans la presse quotidienne), dans laquelle ce problème est clairement abordé :

- "La France a déclaré "qu'elle n'aura aucune complaisance à l'égard des assassins ou de leurs commanditaires". Comment l'armée française coexistera-t-elle avec des préfets, sous-préfets, bourgmestres, militaires, miliciens, civils rwandais qui ont participé aux massacres ? Comment les forces armées françaises traiteront-elles les assassins, membres du pseudo-gouvernement rwandais ? [...] L'argument humanitaire ne risque-t-il pas de devenir un prétexte pour aider, comme par le passé, les "forces armées rwandaises" ? Questions pour l'instant sans réponse..."

Cette position est également adoptée par *PRE*, mais de façon moins nette :

- A. Sanders 28.06. : "Il faut dire que les Hutus ont bien compris le parti qu'ils pouvaient tirer d'une intervention française ambiguë et floue".

REMARQUE : on a pu noter que *FIG* est peu présent dans les analyses. C'est que l'on y trouve un discours globalement neutre et qui se contente souvent de la transmission d'informations. On trouve par exemple de nombreux rapports sur des faits et gestes ou paroles de personnalités du gouvernement, des répercussions de décisions prises concernant Turquoise, des descriptions des troupes envoyées au Rwanda. Mais on chercherait en vain une prise de position un peu nette sur l'opération.

c/ L'engagement de l'armée française.

C'est l'argument du quotidien d'extrême-droite, argument constant pendant la durée du conflit. *PRE* raisonne en termes évidemment très nationaux, très protecteurs vis-à-vis des militaires français et s'indigne de voir "dans quelle galère insensée le Président socialiste et son gouvernement libéral ont engagé nos soldats d'élite" (Y. Daoudal, 16.07). La situation des soldats au Rwanda est d'ailleurs rapprochée de celle des casques bleus français en Bosnie, tous étant susceptibles de "servir de cibles mobiles à des assassins" (A. Sanders 08.07) ou de "ramasser les balles perdues" (A. Sanders 19.07).

II/ LÉGITIMITÉ DES MISSIONS

A/ POURQUOI TURQUOISE : "SOUPÇONS SUR LES MOTIFS".

Cette expression du *MON* (A.B. Pour et A. Frachon) résume bien l'une des grandes interrogations de la presse nationale française au début de Turquoise. Plusieurs raisons sont avancées, souvent sur le mode interrogatif, ce qui peut traduire soit la volonté de ne pas porter d'accusation et de ne pas condamner directement l'opération, soit la perception quelque peu perplexe d'une politique africaine française souvent qualifiée de "brouillonne" par les locuteurs, soit enfin la difficulté de se faire une opinion claire et distincte sur une affaire politiquement, militairement et techniquement compliquée.

1/ LA "PRÉSERVATION DU CLUB FRANCOPHONE".

C'est l'expression d'un journaliste du *New York Times* répercutée par *INF* 28.06, et particulièrement bien adaptée à ce que pensent les journaux français. Cet argument est souvent avancé dans la presse au début de Turquoise : *ECH* pense par exemple que la France veut "préserver sa position africaine" (23.06). D'une manière plus radicale et idéologique, A. Spire parle dans *HUM* de "domination" de la France dans la région (23.06) et élargit d'ailleurs cette domination à celle du Nord sur le Sud de la planète. *MON* souligne à plusieurs reprises que les raisons pour lesquelles la France intervient au Rwanda ne sont pas claires, mais on n'y trouve de véritable proposition à ce sujet que le 06.07, dans un article de L. Rosenzweig. Il propose "deux lectures" du conflit rwandais :

- "La première consiste à l'inscrire dans la longue tradition coloniale et post-coloniale française, avec son tryptique militaire, économique et religieux et les rivalités entre les puissances aspirant à étendre leurs empires".

Rares sont cependant les journaux qui précisent, comme *FIG*, que le Rwanda est une région qui n'a "jamais été française", et qui posent donc le problème de l'intervention sous cet angle (R. Girard 06.07). Ce "détail" avait été exposé, on l'a vu, par les dirigeants de "SOS Racisme" et "Citoyens solidaires" intervenant dans *MON* (ils parlaient des colonisateurs allemands et belges) sans cependant constituer un point de discussion. On peut donc dire que

pour la majorité des supports médiatiques français, l'appartenance du Rwanda à la zone d'influence française va de soi.

2/ LE "RIDEAU DE FUMÉE".

G. Delteil invité dans les colonnes de *HUM* avance cette idée du "rideau de fumée" destiné à "cacher les responsabilités passées" de la France (23.06). On retrouve cette interprétation un peu partout dans la presse, sous la plume des journalistes : pour *ECH*, la France veut "se faire pardonner ses liens anciens" (23.06) ; pour *MON*, il s'agit de "se refaire une virginité" (J. Hélène 23.06) ; enfin pour *FIG*, qui se prononce très tard sur cette question (16.07) l'intervention humanitaire "rachète une conduite à la France" (P. de Saint-Exupéry).

3/ LE SALUT DU BOURREAU

Si le soutien aux forces gouvernementales est souvent avancé comme un des *risques* majeurs de Turquoise, *HUM* en fait une *raison* d'intervenir, à travers les discours de G. Delteil, pour lequel il s'agit de "sauver des complices compromettants" (23.06) et d'A. Spire qui se demande si l'intervention va servir à sauver les victimes ou les bourreaux (23.06). Ce discours sera relayé par la suite par des critiques de l'action des forces françaises sur place, accusées de vouloir arrêter le FPR pour protéger les FAR (voir en III). Cependant cette position est isolée, aucun autre journal ne faisant de Turquoise une opération de sauvetage explicite des Hutus massacreurs.

4/ INTERROGATIONS

Reste que sur ce point des raisons qui poussent la France à intervenir au Rwanda, ce sont souvent des questions sans réponse qui apparaissent : J. Hélène du *MON* et R. Girard du *FIG* se demandent par exemple tous les deux

"pourquoi, en avril, s'être contenté de rapatrier égoïstement ses ressortissants et avoir approuvé, comme tout le monde, le retrait de 2000 "casques bleus" du Rwanda au moment où commençait dans ce pays l'un des pires massacres de ce siècle" (J. Hélène 23.06).

B/ LA NATURE DE LA MISSION : MILITAIRE OU HUMANITAIRE ?

C'est la grande question qui va se poser pendant toute l'opération. Le mouvement général qui se dégage dans la presse (excepté *HUM*) sur la période peut se résumer en trois étapes :

1/ L'HARMONIE RELATIVE DU MILITAIRE ET DE L'HUMANITAIRE

On assiste au début de l'opération à une reconnaissance abstraite de l'aspect *humanitaire* de l'intervention prise en charge par des militaires. Les journalistes ne relèvent pas tout de suite l'éventuelle contradiction et acceptent sans état d'âme l'idée d'une "opération militaire à but humanitaire" (P. Desaubliaux *FIG* 23.06), ou d'une "opération humanitaire" tout court,

expression doublement connotée (F. Luizet et P. de Saint-Exupéry *FIG* 27.06). Dans *MON*, J. Isnard souligne que Turquoise est une "exception" car il s'agit d'une intervention "humanitaire avec un soubassement militaire". Seules traces d'inquiétude éventuelle, les guillemets de S. Huet sur le terme *humanitaire* (*FIG* 23.06) et les commentaires de R. Girard, qui titre "Des "soldats humanitaires"" dans *FIG* 25.06 ; il compare la mise en place de Turquoise au "moment, passablement cacophonique, où les musiciens essaient leurs instruments" avant un concert, et souligne l'ambiguïté de la mission :

- "S'agit-il d'une opération coup de poing pour sauver des enfants à Kigali ou plutôt d'une intervention humanitaire restreinte aux zones frontières, du type de celle au Kurdistan au printemps 1991 ? [...]. Plus on avance dans le temps, plus l'intervention perd de son ampleur [...]. L'intervention existe ; elle concerne des soldats ; simplement elle n'a plus rien de "militaire"".

Les autres journaux ne relèvent pas de contradiction particulièrement forte et parlent sans problème "d'intervention française au Rwanda" (G. Millet *LIB* 23.06) ou même de "force de protection humanitaire" (S. Smith *LIB* 27.06).

HUM sur ce point est fidèle à lui-même et s'écarte de la position dominante sur ce point : pour ses rédacteurs, l'humanitaire est un "prétexte" (A. Spire 23.06), un "alibi" (J. Chatain 24.06) et pour M. Jauffret, "le SIRPA habille le militaire en humanitaire" (24.06).

2/ MILITAIRE ET HUMANITAIRE : UNE COHABITATION PIÉGÉE.

A partir du moment où la situation sur le terrain commence à être bien connue, que de multiples difficultés surgissent, qui mettent à rude épreuve les possibilités de réaction des forces françaises (tout cela fin juin-début juillet, après une semaine de présence française), la presse commence à souligner les paradoxes, ambiguïtés et impossibilités liés à la double dimension humanitaire et militaire de l'intervention. Dans *MON*, C. Lesnes trouve que les Français sont "sur le fil du rasoir de la neutralité" (05.07) et R. Brauman parle de "cacophonie humanitaire" (30.06).

Ces ambiguïtés sont relevées avec plus de vigueur encore à partir du moment où, la ZHS étant mise en place, les militaires doivent gérer des problèmes non militaires (en particulier exode et choléra) souvent créés par la mise en place de cette même ZHS. L'effort de J. Isnard (*MON* 06.07) pour adopter un troisième terme, destiné à décrire la ZHS, reflète assez bien la perception que les journalistes ont de la situation de cette enclave. Il titre en effet "Le dispositif Turquoise passe de l'humanitaire au *sécuritaire*". Dans *LIB*, J. Guisnel titre avec J. Amalric "Le piège se referme sur les soldats français" (04.07 ; *TRI* avait employé le terme dès le 30.06 pour qualifier la contradiction militaire/humanitaire), puis avec S. Smith il parle de "l'impossible mission militaro-humanitaire" le 19.07. M. Castagnet de *LAC* (02.07) choisit le terme plus littéraire de *dilemme* pour qualifier la situation des soldats français, forcés de s'occuper des camps de réfugiés alors que leur mission officielle est plutôt de garde et de protection. *FIG* et *FRA* relèvent aussi les "ambiguïtés" de Turquoise.

3/ DEUX PORTES DE SORTIE : SORTIR DE L'HUMANITAIRE, DIVISER LES GENRES

On trouve deux propositions isolées pour sortir du "piège". L'une, formulée par Y. Pillette dans *LAC* (05.07) consiste à "sortir de l'humanitaire" de deux manières différentes :

- "Ou bien les soldats français interviennent directement contre le FPR et l'on sort de la mission humanitaire affichée. Ou bien ils reculent à mesure qu'avancent les forces rebelles et il n'est plus question de mission humanitaire".

L'autre est formulée par J.-F. Deniau le 13.07 dans *MON*, et consiste en une prise de conscience de la présence de trois opérations, humanitaire, militaire et politique et en une concertation entre les responsables de ces trois volets (en particulier entre humanitaires, c'est-à-dire ONG, et militaires) sans mélange des genres cependant.

Ces deux positions sont isolées dans la presse française, dont on peut dire à ce stade de l'étude, et en assumant le risque d'enfoncer des portes ouvertes, qu'elle est largement plus descriptive et émotionnelle qu'analytique et rationnelle.

C/ LE STATUT JURIDIQUE DE LA MISSION

1/ LE PROBLÈME DU MANDAT DE L'ONU

Toute la presse mentionne bien sûr le fait que la France intervient sans mandat de l'ONU, mais l'interprète rarement et diversement, ce qui ne permet pas de définir des lignes interprétatives générales.

Une idée que l'on retrouve à deux reprises est que "l'ONU impose un droit d'ingérence" (*MON* 24.06 - A. B. Pour et A. Frachon) ou, selon la formule de D. Lagarde dans *INF*, qu'elle "sous-traite l'ingérence" (24.06).

L'obtention d'une autorisation d'intervenir est notée par la presse et parfois saluée comme une réussite diplomatique de la France (P. Tesson parle de "l'obstination" et du "courage" de la France dans *QUO* 23.06), récompensée de ses "efforts diplomatiques" (D. Lagarde *INF* 27.06).

2/ "PERSONNE NE VEUT MOURIR POUR KIGALI" (*INF* 23.06).

Dépendant étroitement du cadre juridique de la mission, la *solitude* de la France au Rwanda est un thème constamment évoqué dans les médias. Trois attitudes sont possibles : soit on s'en félicite (mais souvent, on le verra, d'une façon relative), soit on la déplore, soit on en tente une interprétation.

a/ Félicitations relatives.

Le raisonnement des journalistes est un peu le même qu'en ce qui concernait le soutien à l'opération : après abondance de critiques, on finit par reconnaître que, par rapport à "l'apathie" des autres nations, la solitude de la France est plutôt positive :

- P. Marcovici *QUO* 24.06 : "L'Europe, au contraire, assiste indifférente, pour ne pas dire réticente, à une opération de sauvetage humanitaire qu'elle laisse conduire seule. À ses risques et périls, mais à son honneur aussi [...]. Demain, pourtant, il ne sera pas aisé d'oublier qu'à l'heure où il fallait faire montre d'un peu de générosité, de courage et de responsabilité, l'Europe n'était pas là. La France, elle, y est, montrant par l'exemple qu'elle donne, qu'une Nation reste une Nation et qu'elle sait rester seule quand les périls frappent à sa porte".

Même attitude dans *MON* de la part de J. Hélène, pourtant fermement opposé à l'opération, qui finit par concéder que "le "devoir d'ingérence humanitaire" dont Paris s'est fait une spécialité est une notion légitime et nécessaire" (23.06).

b/ Critiques.

Là encore les condamnations ne sont pas franchement portées. M.P. Subtil évoque la difficulté à convoquer les autres nations en soulignant que "c'est une opération unilatérale qui se prépare" (*MON* 23.06) ; J. Malmassari dans *FRA* 23.06 évoque dubitativement le "pari que fait le gouvernement" d'être rejoint par d'autres états ; et F. Giroud interviewée dans *LIB* 25.06 trouve que "l'idée que la France intervienne seule, sans les autres pays, est affolant" mais conclut : "Cette opération est une très mauvaise solution, mais je n'en vois pas d'autre".

c/ Analyses.

On trouve deux analyses de l'isolement français, l'une, de politique nationale, par un journaliste, l'autre, de géopolitique, par un historien.

L. Rosenzweig, titrant ironiquement dans *MON* 06.07 "Solitude et dignité", propose deux lectures de l'opération Turquoise ; on a pu lire la première *supra*, la seconde est la suivante :

- "L'autre lecture, que les autorités françaises tentent avec l'énergie du désespoir de faire prévaloir dans la communauté internationale, est celle d'une opération "Turquoise" engagée dans une quasi-solitude pour mettre fin à l'indifférence des nations face aux massacres les plus horribles ayant eu lieu de mémoire d'homme sur le continent africain".

L. Rosenzweig trouve donc que la France exploite cette solitude pour accréditer la thèse humanitaire.

La seconde interprétation, plus analytique et plus distanciée par rapport à la politique française au jour le jour, est celle de J.-L. Dufour qui s'exprime le 24.06 dans *FIG* :

- "Washington, depuis R. Reagan et les affrontements entre le Tchad et la Libye, considère l'Afrique comme une zone d'influence française. Londres, Bruxelles, Lisbonne n'y voient pas trop malice. L'Italie, en Afrique, concurrence parfois la France, mais sur un plan commercial. La Russie a d'autres crises à gérer et n'est pas disposée, selon toute vraisemblance, à venir jouer les trouble-fête au sud du Sahara. La France est donc seule pour assumer des responsabilités que lui assignent, tout à la fois, l'Histoire, la raison et le sentiment".

Sur ce point de la solitude française, on ne peut que remarquer une fois encore que les journalistes réagissent à chaud, se concentrant surtout sur les stratégies à court terme et la réalité immédiate : celle-ci étant évidemment, comme toute réalité prise sur le vif, confuse et désordonnée, il n'est pas étonnant qu'ils n'arrivent pas vraiment à adopter une position claire. De plus, s'inscrivant dans un système de valeurs (morales, ou simplement humaines) ils ne peuvent dans le cas du Rwanda qu'avoir une position mixte : c'est politiquement condamnable mais humainement honorable.

3/ LE REFUS DU FPR

Cet élément est généralement souligné par les détracteurs de l'opération, mais est rarement assumé par un locuteur journaliste seul : la mention de la position du FPR par rapport à

l'intervention française apparaît dans la presse comme la position du FPR lui-même, à travers les interviews de ses dirigeants (en particulier A. Kanyarengwe et P. Kagame). C'est aussi principalement à travers le discours des ONG, transmis dans les journaux, que l'information est donnée au public : *PAR* et *HUM* mentionnent par exemple ce point par l'intermédiaire de l'AICF et du MRAP invités dans leurs colonnes.

En revanche, c'est un point qui est interprété et inscrit dans la logique de ceux qui s'opposent à l'opération et qui disent en substance : vous voyez bien que cette opération va aider les FAR puisque le FPR s'y oppose.

4/ POUR UNE FORCE INTERAFRICAINNE

Les commentaires sur le statut juridique de l'opération intègrent aussi des propositions quant à ce qu'aurait pu être, sur le plan du droit international, cette intervention. On trouve en effet des appels à la constitution d'une force interafricaine, sous l'égide de l'OUA, qui pourrait légitimement prendre en charge l'affaire rwandaise. Il est intéressant de noter que, sauf erreur, ce problème n'est évoqué que par des non-journalistes, à l'exception de M. Jauffret dans *HUM* 24.06. Dans les autres journaux, ce sont essentiellement des chercheurs et spécialistes qui abordent la question : J.L. Dufour dans *FIG* 24.06, auquel le titre de ce paragraphe est d'ailleurs emprunté ; P.M. de La Gorce dans *HUM* 30.06 ; J.M. Bayart dans *LAC* 02.07. Il faut y ajouter l'exception du MRAP qui y fait allusion dans *HUM* 05.07, mais ultérieurement aux locuteurs précités.

III/ MODES D'ACTION ET CHOIX DE SITUATIONS

Les situations sont tout aussi sinon plus importantes que les actions au Rwanda dans la mesure où la France va être plus souvent amenée à *gérer des situations* qu'à *engager des actions*.

Dans les commentaires qui sont faits dans la presse à ce propos, l'idée dominante est la *contradiction* et la remarque de J. d'Ormesson peut servir d'exergue à cette partie de l'étude :

- *FIG* 20.07 : "On voit les difficultés et les contradictions dans lesquelles se débat l'opération Turquoise. Elles sont innombrables".

Ces contradictions sont largement énoncées par tous les journaux selon des modalités différentes et restent toujours en filigrane de leurs commentaires sur les *événements* proprement dits, c'est-à-dire, dans l'ordre chronologique :

- Mise en place de la ZHS ;
- Événements internes à la zone : exode des populations hors de la ZHS, risque de génocide hutu et choléra ;
- Relais avec les ONG et l'ONU ;
- Retrait des troupes françaises.

On commencera par traiter des contradictions de Turquoise telles qu'elles sont perçues, voire fabriquées par les médias, puis on verra quelles sont leurs réactions aux événements qui se produisent pendant la présence des troupes françaises.

A/ CONTRADICTIONS

1/ AMBULANCE OU HÉLICOPTÈRE ?

La cohabitation du militaire et de l'humanitaire avait été déjà largement commentée par les médias en ce qui concernait la *nature* de la mission. Elle apparaît avec force quand les militaires français se retrouvent sur le terrain et commencent à agir. Les commentaires dans les médias peuvent être regroupés sous les rubriques suivantes :

a/ Contradiction fonctionnelle : comment protéger sans s'engager ?

C'est en quelque sorte la contradiction générique qui englobe les autres. On la trouve formulée dans *LIB* 23.06 par D. Garraud et dans *LAC* 28.06 par M. Castagnet. Elle apparaît sous une forme juridique dans *TRI* 23.06:

- E. Revel : "La résolution du conseil de sécurité de l'ONU autorise la France à employer "tous les moyens nécessaires"... Mais comment jouer au mieux cette "carte blanche" alors que l'une des conditions fixées par E. Balladur était précisément que "*toutes les opérations soient limitées à des actions humanitaires, les forces ne devant en aucun cas se laisser aller à des opérations au cœur du Rwanda*". La difficulté pour la troupe française va donc être de respecter la résolution de l'ONU, tout en observant les recommandations de Matignon".

b/ "Des soldats d'élite au service de l'humanitaire au Rwanda".

Ce titre de D. Garraud dans *LIB* 02.07 résume les remarques des journalistes de tous les quotidiens sur ce qui est ressenti comme un surarmement des troupes françaises par rapport à leur mission officielle. Que ce soit dans *HUMA* 29.06, *TRI* 30.06, *FIG* 01.07, ou *MON* 13.07 (par l'intermédiaire de P. Gaillard du CICR), partout on souligne le paradoxe de troupes d'élite armées pour le combat et destinées à jouer davantage de la seringue et du sac de riz que du fusil Barrett (voir en IV les commentaires plus détaillés sur les COS au Rwanda).

c/ Le mélange des genres : bonbons et fusils.

La contradiction peut être ressentie comme un mélange des genres. J. Isnard, reprenant l'expression d'un général, titre dans *MON* 10-11.07 : "La mission ambiguë des commandos des opérations spéciales. Des bonbons et des fusils", et pose la question suivante :

- "Les hommes des opérations dites spéciales sont-ils faits pour, à la fois, manier le fusil et distribuer l'aide alimentaire ?"

Dans le même journal, A. Chemin emploie plus tard (21.07) une formule bien significative de la perception du couple militaire/humanitaire :

- "À une époque où *les civils font la guerre et où les militaires pratiquent l'humanitaire*, les médias de masse ne peuvent ignorer les conflits".

PRE aussi donne dans la formule en titrant "L'humanitaire au bout du fusil" (07.07) et se prononce clairement pour une intervention armée :

- A. Sanders : "Ah, comme nous aimions la politique de la canonnière ! Elle ne s'embarrassait d'aucune hypocrisie humanitaire et - surtout - visait, en toute lumière et en toute simplicité, sans circonvolutions léotardo-kouchnériennes, à faire respecter partout dans le monde la France et ses intérêts vitaux".

On mentionnera enfin, pour le plaisir et par intérêt linguistique, la version militaire de cette contradiction, rapportée par D. Garraud dans *LIB* 08.07 :

- "En privé, un officier français se montrait beaucoup plus direct [...] : "Quand on mélange le militaire et l'humanitaire, c'est indémerdable".

d/ Remise en cause de "l'humanitaire pur".

C'est une opinion présente dans la presse française, qui apparaît dans *INF* 04.07 sous la plume de D. Sigaud, dans *LIB* 08.07 où S. Smith se livre à une longue critique éditoriale de l'humanitaire et dans *MON* 14.07 dans un papier de P. Georges.

Les propos des trois journalistes concernent trois objets différents : ceux de S. Smith portent sur une entité, l'humanitaire, sans que soit distingués les rôles respectifs de l'armée française ou des ONG. C'est donc de la pratique humanitaire en soi qu'il s'agit, sans autre précision et la critique est globale :

- S. Smith *LIB* 08.07 : "L'humanitaire, c'est l'amnésie du présent : l'élan de la charité, le geste qui sauve, la pensée qui s'abîme dans l'océan tiède des bons sentiments. "J'aide, donc je suis humain". Qui osera dire que, ce faisant, on peut être, aussi, narcissique au plus haut point ? Comme les Américains hier en Somalie, nous intervenons au Rwanda d'abord pour nous rendre l'espoir d'être encore humains. Égoïstement, pour notre rédemption".

Il ne s'agit donc pas d'appeler à un abandon de l'humanitaire au profit du militaire, mais seulement de critiquer des modes de fonctionnement et d'assistance de la part des états qui sont condamnables. Il va sans dire que cet article de S. Smith contraste avec la position de *LIB* sur la question humanitaire au Rwanda, qui est plutôt de favoriser sa pratique au détriment du militaire.

Pour D. Sigaud en revanche, l'humanitaire est critiqué en tant qu'il est une pratique inefficace des militaires :

- D. Sigaud *INF* 04.07 : "Se contenter de protéger les populations menacées est indispensable, mais insuffisant. L'opération Turquoise ne peut se contenter d'afficher sa bonne volonté humanitaire pour mettre fin aux chasses à l'homme".

Enfin P. Georges s'en prend de façon délicate mais néanmoins directe aux ONG proprement dites :

- "Les ONG font un travail admirable, souvent payé du prix du sang. Elles sont restées quand tous partaient. Il n'empêche. Pendant l'humanitaire "pur", au Rwanda, les massacres ont continué. Ce n'est pas une attaque, ô combien déplacée. Mais un constat".

Voilà donc le principe humanitaire égratigné dès la deuxième semaine de l'opération Turquoise. Répétons que cette remise en cause, peut-être amorcée par l'éditorial de C. Ockrent (*INF* 27.06) qui estimait que les humanitaires n'avaient jamais pu "empêcher les guerres", n'est pas majoritaire dans le concert des médias français. Elle n'en constitue pas moins une tendance critique sur une question en principe rendue intouchable par sa charge morale et émotionnelle.

e/ L'humanitaire et le militaire : une égale impuissance.

Il s'agit ici d'une opinion unique, mais qui a son importance car elle fait écho à d'autres analyses. Dans *FIG* 15.07, P. Biberson renvoie l'humanitaire et le militaire dos à dos :

- "Une fois de plus en l'absence d'intervention politique claire, le militaire tout comme l'humanitaire sont impuissants à soulager les souffrances des populations prises au cœur des conflits".

On se trouve sur une position qui s'inscrit dans ce que l'on pourrait appeler la tendance du troisième terme, exposée par exemple par J.F. Deniau : alors que la majorité des journalistes et intervenants se placent par rapport au couple militaire/humanitaire, certains discours envisagent une solution politique, même si elle n'est pas clairement exposée.

2/ SALUT DES VICTIMES ET PROTECTION DES BOURREAUX

Toujours fidèles à cette logique binaire dont on commence à voir qu'elle gouverne assez généralement la couverture médiatique de l'affaire rwandaise, les journalistes posent le problème de l'identité des personnes protégées : le problème de la ZHS est qu'elle permet à tout le monde de trouver une protection, y compris les "massacreurs hutus". Sur ce point, le discours des médias est relativement unanime et repose sur un constat factuel : la protection des "bourreaux" est effective et inévitable. Seule l'intensité de l'accusation diffère.

HUM présente la protection des Hutus "massacreurs" comme intentionnelle (29.06 et 06.07), ce qui est cohérent avec le discours adopté par le journal depuis le début de l'affaire. Puis M. Muller parle de "l'accueil indifférent des bourreaux et des victimes" (12.07).

LIB présente le 04.07 un papier intitulé "Génocide et neutralité" qui, ne reculant devant aucune distorsion chronologique, géographique ou culturelle, met en regard le génocide nazi et les massacres au Rwanda par le biais de la visite d'É. Balladur à Auschwitz fin juin. Le propos est de mettre en garde contre une confusion entre les bourreaux et les victimes, de dénoncer une éventuelle opposition des forces françaises au FPR et de conserver aux Tutsis leur statut de victimes :

- "Il n'y a pas, pour autant qu'on le sache, deux génocides en cours au Rwanda, mais un seul, celui des Tutsis, dont les survivants sont encore pourchassés et exterminés par les extrémistes hutus qui galvanisent des meutes assassines [le journaliste explique ensuite qu'il faut se méfier des discours qui compliquent la situation et qui tentent de remettre en cause le couple bourreau/victime]. L'affaire serait encore plus grave s'il se confirme que les unités françaises ont reçu l'ordre de s'opposer par la force à la progression du FPR [...]"

On aura remarqué que l'article applique bien le principe qu'il préconise (ne pas compliquer les choses et se contenter du couple intangible Hutus bourreaux/Tutsis victimes), le poussant jusqu'à un simplisme qui illustre, en forçant le trait, l'option résolument binaire de la presse dans l'affaire rwandaise. Binarisme que l'on retrouve sans surprise dans la presse d'extrême-droite : A. Sanders considère en effet qu'il est "criminel" d'apporter une aide indistincte aux Rwandais "alors qu'à une encablure des mouroirs, quelques vingt mille hommes des forces armées rwandaises pétants de santé, sont en train de se reconstituer en unités de combat" (26.07).

Il faut cependant noter que le soupçon sur une éventuelle volonté de la France de stopper le FPR est répercuté également dans *INF* 05.07 par M.P. Boullu.

Sans pratiquer ce binarisme rustique ni ce comparatisme quelque peu amateur, F. Luizet et J. d'Ormesson s'interrogent dans *FIG* (07.07 et 20.07) sur l'identité des personnes protégées par les forces françaises : "Qui protège-t-on", demande F. Luizet ; J. d'Ormesson va plus loin :

- "Mais [Turquoise] protège en même temps des assassins. Parmi tous ceux qui criaient : "*Vive l'armée française*", et qui lui jetaient des fleurs, il y avait, sans le moindre doute, abondance de tueurs".

Quant au *MON*, ses rédacteurs adoptent une position plus distanciée : C. Lesnes, tout en déclarant le 05.07 que les Français sont effectivement amenés à protéger des Hutus, estime le 13.07 que la protection des populations rwandaises est un "cas d'école" analogue à celui qui avait été posé au Cambodge par les Khmers rouges.

B/ RÉACTIONS AUX ÉVÉNEMENTS

1/ LA MISE EN PLACE DE LA ZHS.

La mise en place de la ZHS déclenche surtout des réactions négatives ou méfiantes, ce qui peut paraître étonnant, dans la mesure où, comme on l'a vu précédemment, la presse a plutôt adopté une position qui faisait une grande part à l'humain et l'émotionnel. Nulle remarque sur un éventuel "soulagement des souffrances des populations", mais au contraire de nombreuses réserves. Celles-ci passent souvent par des choix lexicaux porteurs de valeurs et de références (on avait rencontré ce mécanisme à propos du statut de la France).

a/ Retour à Diên-Biên-Phu.

HUM n'hésite pas à parler de "camp retranché" à propos de la ZHS :

- L. Flandre 06.07 : "La fameuse "zone de sécurité" de Gikongoro - occupée à ce jour par 400 000 réfugiés - devient, au fil des heures, un véritable *camp retranché*".

M. Muller file la métaphore militaire et précise un peu les références en parlant le 12.07 de "corps expéditionnaire français". La ZHS devient donc dans le journal communiste, non sans humour peut-être, une zone militaire à part entière et Turquoise n'est pas sans rappeler d'autres épisodes militaires français.

b/ Variations sur l'idée de clôture.

Les autres journaux trouvent eux aussi spontanément des noms à appliquer à cette zone de sécurité, sans cependant adopter la vision militaire et idéologique du quotidien communiste. Tous ont cependant comme point commun de choisir des termes qui contiennent les idées de clôture et d'empêchement.

INF se demande si la zone de sécurité constitue un "*sanctuaire*" ou une "*forteresse*" (M.P. Boullu 05.07) ; *PRE* emploie le terme *bastion* (01.07) mais emprunte aussi au lexique juridique puisqu'on trouve *protectorat* sous la plume d'A. Sanders le 20.07 ; *LAC* parle à travers J.L. Macheron (Pharmaciens sans frontières) d'endroit où il s'agit de "*parquer*" les populations ; *LIB* diffuse *via* des paroles rapportées de P. Biberson le terme *nasse*. Bref ces termes apparaissent un peu comme des concrétisations de l'idée de piège qui était souvent avancée dans les médias à propos de l'ensemble de l'opération. Il faut noter que les "piégés" ne sont en général pas

distingués dans les commentaires, qui laissent plutôt supposer que tout le monde, forces françaises et populations rwandaises tutsies et hutues est pris au piège ; *FIG* est le seul à considérer que l'armée française sert de "bouclier" dans la zone (F. Luizet 07.07).

2/ ÉVÉNEMENTS INTERNES À LA ZONE

Devant les événements qui ont lieu à l'intérieur de la ZHS, et qui constituent toujours des aggravations importantes et souvent spectaculaires de la situation, les médias adoptent un discours constatif. Le ton cesse généralement d'être critique, où ce sont alors des critiques anciennes qui sont reprises (c'est le cas de *HUM* en particulier). Pas d'*opinion* donc sur ces événements, mais une abondance de récits, de témoignages d'acteurs (rwandais, humanitaires et militaires sur place) qui envahissent les colonnes ; il semble que les médias (re)trouvent alors un ton commun, celui du fait divers étendu à une population tout entière.

Les choses bougent un peu dans la presse à deux reprises : dans *LIB* 21.07, S. Smith appelle à une nouvelle opération "militaro-humanitaire" motivée par le risque d'un second génocide (exposé le 19.07 dans le même journal par J. Guisnel et lui-même) :

- "Pour éviter un second génocide, celui des Hutus fauchés par la faim et les maladies, il faut déclencher une vaste opération... "militaro-humanitaire"[...]. Pour une fois que la logistique pure peut sauver des vies, l'armée française ne peut partir du Zaïre [...]. L'opération Turquoise ne pourra se targuer d'avoir sauvé 15 000 Tutsis si, après son retrait et sur ses bases arrières, meurent des dizaines de milliers de Hutus".

Devant le bilan du choléra à partir du 20.07, C. Moncorgé de Médecins du monde réclame pour sa part, dans *INF* 29.07, une intervention *militaire*. Il donne ainsi le coup d'envoi à la contradiction qui va devenir celle des ONG jusqu'à la fin de Turquoise (voir *infra* la question du retrait français).

3/ LE PROBLÈME DU RELAIS AVEC LES ONG

Les journalistes, qui rapportaient fin juin de façon plus ou moins engagée l'opposition des ONG au conflit, évoluent à partir du 11.07 (avance du FPR, fuite des réfugiés hors des camps installés à leur intention) : s'ils répercutent le discours des ONG pour justifier leur absence, celle-ci est vue sous un angle plus critique, même par les journaux (*LIB* par exemple) qui leur donnent le plus largement la parole. On peut lier cette évolution à la tendance critique observée plus haut à propos du principe humanitaire.

FIG 11.07 contient la critique la plus ferme puisque F. Luizet déclare que les ONG ont choisi leur camp :

- "Curieusement, les ONG sont toujours absentes des secteurs les plus sensibles [...]. Si les ONG ne sont pas présentes du côté de l'opération "Turquoise", elles se trouvent en masse du côté du FPR. A Kabale, en Ouganda, une "nutritionniste" de Médecins du monde affirmait, samedi, avec beaucoup de sérieux, à six journalistes français que "le nord du Rwanda mangeait à sa fin". Elle ne pensait pas qu'une catastrophe humanitaire se préparait et se riait des "fantasmes des militaires français".

De façon moins polémique, F. Aubenas dans *LIB* 12.07 évoque les réponses des ONG à la demande de relais des militaires français en laissant filtrer un peu de subjectivité dans un petit adjectif :

- "Pour la répartition des secours dans les camps, les militaires devraient passer le relais à des ONG, dernier maillon de la chaîne humanitaire. "Nous leur avons même proposé de leur fournir les informations sur la situation sur place et de leur prêter des camions", explique G. Larome, un civil de la cellule. Certaines organisations humanitaires n'ont *même* pas répondu".

Enfin, *MON* 21.07 se fait l'écho de la déception des militaires à propos de l'attitude des ONG, déception que le rédacteur J. Isnard semble partager :

- "Nombreux sont les militaires français qui se disent déçus des hésitations marquées, sur le terrain, par la plupart des organisations humanitaires. Le problème, expliquent-ils, est qu'on n'a pas prioritairement instauré des "pôles" d'action humanitaire là où se trouvaient les populations en difficulté et, donc, les besoins à satisfaire. Cette solution aurait eu l'avantage de "fixer" les Rwandais, au lieu de les laisser errer au gré des mouvements militaires du FPR".

4/ LE RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES

Tous les journaux s'opposent au retrait des troupes françaises, excepté *PRE*, qui y est favorable, et *HUM* qui ne dit rien sur ce point. La position de la presse sur le retrait français s'exprime à travers la parole directe de leurs rédacteurs ou la parole rapportée des ONG principalement.

PRE se félicite du retrait français en titrant le 23.08. "Sortie discrète mais digne de l'opération Turquoise". Le journal se félicite rétrospectivement de l'action des militaires français et donne à l'opération une bénédiction en quelque sorte posthume mais restreinte à l'armée :

- 23.08 R. Fontaine : "Preuve que la mission "humanitaire" de l'armée a été bien remplie. Avec une efficacité exemplaire. Même si cette mission "cavalier seul" de la France n'a pu qu'organiser le chaos, imposant en quelque sorte deux mois de parenthèse humanitaire sans rien conclure du tout. Mais cela ne dépendait pas de l'armée française...".

On constate donc encore une fois que le discours du quotidien *PRE* est toujours relatif à l'armée française, intégrant rarement des analyses politiques.

Les autres quotidiens sont plutôt inquiets devant le retrait français. *FIG* 19.08 parle de "l'héritage explosif de Turquoise" (P. de Saint-Exupéry), critique le retrait français (F.-O. Giesbert) et rapporte l'appel au maintien français du patron de Médecins du monde (ce qui constitue une contradiction importante, eu égard aux positions antérieures de l'organisation, mais *FIG* ne la relève pas). *MON* en revanche fait une remarque sur ce point :

- C. Lesnes 21.08 : "Réservées sur l'entrée des troupes françaises au Rwanda, les organisations humanitaires le sont autant sur leur départ. Conscientes de la contradiction, elles ne peuvent demander le maintien du dispositif Turquoise mais soulignent la "déstabilisation" causée par la fin de l'opération".

Enfin *LIB* et *FRA* donnent la parole à X. Emmanuelli (MSF), qui critique le retrait, et à l'AICF qui estime que le départ des Français constitue un "retour à la case départ".

IV. CRÉDIBILITÉ DES INSTANCES DE POUVOIR ET DE LEURS POLITIQUES

Force est de constater que l'affaire rwandaise constitue dans la presse française le creuset d'une critique très virulente et parfois même dégoûtée de la communauté internationale, de la communauté européenne et de l'ONU. Les dirigeants politiques français ne sont pas non plus épargnés, mais l'aura de Turquoise les protège quelque peu d'une attaque fondamentale et d'une remise en cause trop radicale. En revanche les acteurs militaires français de Turquoise, chefs et exécutants, bénéficient de la sympathie ou de la neutralité bienveillante de la presse française (à l'exception de *HUM* qui s'abstient d'un discours direct sur les militaires envoyés sur place), sauf au moment de "l'affaire Thibault", qui ne déclenche cependant pas un levée de boucliers bien vigoureuse.

A/ COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ET EUROPÉENNE : LES "ARTISTES DE LA DÉFAUSSE".

1/ LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Les journaux de tous bords, quelle que soit leur position sur l'opération Turquoise, sont durs avec, *dixit* J. Hélène dans *MON* 23.06, "ce que l'on appelle pompeusement la communauté internationale". Ils lui reprochent violemment son absence de réaction au moment des premiers massacres au Rwanda.

Dans *FIG* 11.07, F.-O. Giesbert parle des "artistes de la défausse" qui transforment en cri de guerre l'expression "Courage, fuyons !" ; dans *MON* 23.07, J.-M. Colombani pense plutôt que la communauté internationale a adopté la devise "Qu'ils crèvent !" et trouve que le nouvel ordre mondial est "sans compassion aucune". Mais les deux termes qui reviennent le plus souvent sous la plume des journalistes sont *apathie* et *indifférence*.

a/ APATHIE.

- *QUO* 23.06 P. Tesson : "[...] face à l'*apathie* universelle, la France s'engage dans un combat dangereux [...]".

- *INF* 11.07 S. Frezel : "[...] la France qui s'est retrouvée plutôt isolée, d'abord en voulant secouer l'*apathie* de la communauté internationale [...]".

- *ECH* 20.07 : "L'*apathie* des grandes puissances, que cette situation ne semble guère émouvoir, a quelque chose de criminel".

b/ INDIFFÉRENCE

- *MON* 07.07 J. Isnard : "Mais surtout, des centaines de milliers de Rwandais ont été massacrés dans l'*indifférence* de la communauté internationale".

- *CAN* 27.07 : "L'épouvante qui a enfin saisi le monde entier ne peut faire oublier la longue, très longue période d'*indifférence* de la plupart des Etats".

- *LIB* 22.08 P. Sabatier enfonce le clou de la critique d'autant plus profondément que l'inefficacité de l'ONU est selon lui "le prix de l'indifférence des grandes nations, de leur réticence à s'engager (surtout préventivement) dans des conflits qui ne les menacent pas directement... et de leur pingrerie". Outre son indifférence, la communauté internationale est donc accusée d'empêcher *aussi* le bon fonctionnement des instances internationales.

2/ LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

J. de La Guérivière estimait dans *MON* 01.07 que "le Rwanda pourrait être un test sur la capacité d'action commune des Européens face aux drames africains présents ou à venir" (position que J. Delors avait très tôt exprimée dans *FRA* 24.06). Les journaux, qui révèlent dans leurs appréciations le même consensus qu'à propos de la communauté internationale, trouvent que le test est bien négatif et constatent que "les douze brillent par leur absence" (expression de C. Lambroschini *FIG* 06.07).

B/ L'ONU : LE DÉSHONNEUR.

Les journalistes s'en prennent à l'ONU pendant toute l'opération : on a pu relever des attaques du 23.06 au 22.08. Leur discours critique est donc, comme leurs attaques sur la communauté internationale, une constante dans la presse française. Il s'organise autour de deux pôles que l'on peut assez clairement dégager des articles pendant cette période : l'ONU est un "machin" passif et impuissant ; l'ONU a perdu ses références et trahi ses principes.

1/ IMPUISSANCE

C. Lambroschini dans *FIG* ne mâche pas ses mots quand il parle de l'ONU :

- 29.06 "Faute d'argent versé à temps, de logistique disponible et, surtout, de volonté politique, les ronds de cuir de la bureaucratie internationale se contentent de tenir la comptabilité du génocide".

Il évoquera plus tard (06.07) les "alibis indignes" que l'ONU, comme l'OUA et la communauté européenne, trouve à son "indifférence".

Les autres journaux reprennent cette idée sur différents tons : D. Lagarde (*INF* 13.07) souligne la "lenteur" de l'organisation internationale ; E. Revel évoque (*TRI* 01.08) "l'enrouement de la voix onusienne" ; P. Sabatier titre "L'ONU gendarme désarmé" dans *LIB* 22.08.

2/ LA PERTE DES PRINCIPES

L'idée est ici que l'ONU est amenée à s'écarter des principes qui assurent normalement son bon fonctionnement. On peut en trouver deux versions dans la presse, une version journalistique et une version politique.

La version journalistique, plus scandalisée que la version politique, est celle que donne J.-M. Colombani dans *MON* 23.07, sous la forme d'une concession cependant, qui ne constitue donc pas une attaque directe :

- "L'ONU a trahi ses propres principes, et s'est déshonorée en se retirant de Kigali lorsque les massacres ont commencé ? Certes."

La version politique, plus distanciée et analytique, est donnée par J.-F. Deniau qui interrogé dans *MON* 13.07, déclare que "l'ONU, n'a plus de règles, de références" et qu'il faut "repenser le droit international".

C/ LES DIRIGEANTS FRANÇAIS

Le discours sur les dirigeants français et leurs choix est un discours critique, parfois polémique. Il n'y a guère que la "franchise" dont F. Létard fait preuve selon D. Jamet (dans *QUO* 02.07), en déclarant que la France a "mangé son pain blanc", qui échappe aux critiques des journalistes. Les dirigeants nationaux sont épinglés pour trois raisons principales : le discrédit du soutien à Habyarimana pèse sur eux comme un couvercle, ils sont accusés de s'appuyer sur des analyses insuffisantes pour mener leur politique africaine et certains sont soupçonnés d'en tirer un profit de politique intérieure. Enfin, il est remarquable que des commentaires qui mettraient en relation la politique menée au Rwanda par l'intermédiaire de Turquoise et les grands axes de la politique de défense française n'apparaissent pas dans la presse, sauf dans un article de J. Isnard, et dans les analyses que J.-L. Dufour propose dans *FIG*.

1/ LE PÉCHÉ ORIGINEL, ENCORE

Les responsabilités françaises passées, sont, on l'a vu au début de l'étude, largement rappelées par les journaux au début de Turquoise. Ce discrédit rejaillit sur leur action politique pendant l'opération, au cours de quelques événements d'inégale importance :

- Le telex envoyé selon *INF* 05.07 par le régime hutu de Kigali au gouvernement français pour des fournitures d'armes permet au journal d'insister sur les liens étroits entre les autorités françaises et rwandaises hutues en titrant "L'armée hutue compte sur Paris".

- La reconnaissance du régime instauré au Rwanda par le FPR permet selon *HUM* 20.07 à A. Juppé de "se laver les mains de ses responsabilités passées".

- Le retrait des forces françaises est critiqué aussi parce que selon *MON* 21.08 (mais *HUM* tenait déjà ce discours le 03.08) la France n'a pas eu d'action juridique au Rwanda : il aurait fallu "arrêter les autorités coupables" et en particulier faire taire la radio "1 000 collines".

2/ INSUFFISANCE DES ANALYSES ET DÉFAUT DE CONCERTATION

Ce sont les journalistes, mais aussi les chercheurs spécialistes des questions africaines qui considèrent que les autorités françaises sont un peu légères quand il s'agit de faire de l'analyse géopolitique ou culturelle, d'apprécier l'efficacité de leurs propres discours ou d'accorder leurs tam-tams de ministère à ministère.

Outre le reproche de confondre l'ethnique et le politique ou de cacher le second sous le premier (voir *supra* I), les autorités françaises reçoivent celui d'avoir "une vision schématique des choses" dans leur politique africaine et de soutenir des régimes trop hâtivement, sans

véritable réflexion sur les implications de Saint-Exupéry dit en substance la même

ces soutiens (J. Copans dans *FRA* 24.06). P. de chose dans *FIG* 16.07 :

- "Mais, faute d'une doctrine claire sur le dossier rwandais, Paris se trouvait isolé sur la scène avec à charge plus d'un million de civils - innocents et massacreurs mêlés - sans pouvoir s'appuyer sur la moindre analyse politique. Au cours de sa traditionnelle interview du 14 juillet, le président F. Mitterrand en était encore à tenter de justifier sa politique au nom d'un passé hérité : "Les accords d'assistance militaire avec le Rwanda ont été signés en 1975"

Dans *MON* 07.07, J. Isnard trouve lui aussi que les théories avancées par les autorités pour justifier leur politique rwandaise avant Turquoise manquent de crédibilité :

- "À l'Élysée, via l'état-major particulier de la République, mais aussi au Quai d'Orsay, puis à la Mission militaire de coopération, l'explication le plus souvent avancée fut longtemps toujours la même, c'est-à-dire plus que sommaire, et elle valait ce qu'elle valait : le Rwanda (francophone) est victime d'un conflit alimenté essentiellement par un Ouganda (anglophone) voisin, qui a trouvé des complices minoritaires - le FPR - pour imposer sa loi à une majorité d'une autre ethnie".

Le défaut de concertation d'un pouvoir de décision tricéphale (Élysée, Matignon et ministère de la Défense) apparaît un peu partout dans les quotidiens, mais surtout dans *PRE* dans lequel il constitue une ligne critique constante. A. Sanders souligne par exemple le 14.07 que "Léotard n'est au courant des décisions élyséennes estampillées Matignon qu'à la dernière minute".

3/ LE PROFIT RWANDAIS SUR LA SCÈNE FRANÇAISE

C'est E. Balladur qui est essentiellement visé : certains journalistes trouvent en effet que sa visite au Rwanda (fin juillet) possède "un aspect stratégique et politique" (*ECH* 29.07 P. Cohen et A. Kahn), qu'il y "fait de la politique franco-française" en oubliant la démocratie (*LIB* 01.08 S. Smith). *ECH* 12.07 tenait déjà ce discours. On voit donc comment l'affaire rwandaise peut quitter le terrain de la morale humanitaire et de l'équilibre international pour devenir un enjeu dans la politique française, que cet enjeu soit réel ou appartienne simplement au discours.

4/ TURQUOISE ET LA POLITIQUE DE DÉFENSE FRANÇAISE

J. Isnard, dès le déclenchement de Turquoise, met l'opération en rapport avec le contenu du *Livre blanc sur la défense 1994*, fraîchement sorti des presses :

- *MON* 25.06 : "L'opération Turquoise au Rwanda est à ce jour la première application du livre blanc sur la défense que le gouvernement avait présenté en février dernier. Elle y est même parfaitement décrite. C'est le scénario 5, titré par les auteurs du document : "Opérations en faveur de la paix et du droit international"

Suit un article assez long sur le sujet, contenant une remarque sur les "limites dans l'emploi d'une force armée au secours d'une population étrangère martyrisée", et mentionnant très tôt ce qui n'apparaîtra dans la presse qu'au moment du choléra, c'est-à-dire une réflexion sur la véritable nature du métier militaire dans ce type d'opérations.

Quant à J.-L. Dufour, il considère la situation d'un point de vue historique plus large et se penche sur le problème de la stratégie :

- FIG 24.06 : "En décidant d'aller au Rwanda, tout en souhaitant s'y voir rejointe par divers contingents amis, le gouvernement amorce la grande révolution stratégique qui lui permettra un jour de faire la guerre par délégués militaires interposés".

Ce sont les seuls commentaires de ce type que l'on rencontre dans l'ensemble des articles de la presse nationale quotidienne pendant la durée de l'opération Turquoise. Jamais les questions de défense ne sont abordées ailleurs, Turquoise étant considérée sous les angles politique et moral surtout, historique et ethnologique parfois. Autrement dit, la presse considère le militaire comme du politique.

D/ LES MILITAIRES

Les militaires français envoyés au Rwanda sont souvent au centre des articles de presse. Il y a donc dans la presse un discours sur l'armée qui se met en place et dont les modalités sont diverses. On peut préciser tout de suite que ce discours est globalement positif (à l'exception d'un reproche précis, on le verra), que les militaires ni même l'armée française ne sont l'objet de remises en cause ni d'attaques de la part des journalistes, excepté dans *HUM* où se pratique un antimilitarisme léger mais présent. Ce discours journalistique s'articule autour des pôles suivants : nature des troupes engagées, sympathie pour le soldat à l'œuvre nourrie d'anecdotes et de clichés, critiques tournant autour du soupçon de "collaboration" avec les FAR, nouvelles modalités d'action humanitaires et non militaires et enfin difficultés liées à la nature de la mission ressenties par les militaires.

1/ DES "PROFESSIONNELS D'ÉLITE"

On remarque souvent dans la presse que ce ne sont pas n'importe quelles unités qui ont été envoyées au Rwanda : J. Isnard précise dans *MON* 25.06 qu'il s'agit de "cadres professionnels et d'engagés de la Force française d'action rapide" et qu'ils n'ont pas "beaucoup d'états d'âme". *FIG* précise la nature des troupes dans un intertitre : "Soldats professionnels" (P. Desaubliaux 23.06) et *PRE* précise entre parenthèses qu'il s'agit de "paras de l'Infanterie de marine" (24.06 ; A. Sanders), avec lesquels le quotidien noue des liens de familiarité puisque l'on trouve souvent le possessif devant les noms des militaires : "[...] nos bérets rouges sont capables de tous les exploits" (24.06 ; A. Sanders).

On trouve çà et là des précisions sur les COS (Commandos des Opérations Spéciales), précisions qui peuvent également servir à poser le problème de l'adéquation de ce type de personnel à la mission rwandaise, problème que seul *MON* traite véritablement : J.-M. Colombani précise le 23.07 qu'il s'agit de "soldats d'élite et non de logistique", après que J. Guisnel, dans un article mélancoliquement intitulé "Des bleus à l'armée", a le 21.07 souligné que les COS sont "déplacés" au Rwanda et que cela entraîne des "humiliations" pour l'armée française. Il n'est pas sans intérêt de noter que le terme *humiliation*, si fréquent dans la presse à propos des casques bleus français en Bosnie, n'est utilisé que par J. Guisnel à propos du Rwanda. On ne l'a pas retrouvé ailleurs.

2/ NOUVELLES DU FRONT ET RÉCITS HÉROÏQUES : LA POPULARITÉ DES MILITAIRES

Tous les journaux, sauf *HUM*, tiennent des propos empreints de sympathie sur les militaires français. Les degrés sont évidemment divers : cela va de la mention discrète de "l'héroïsme simple des soldats" par D. Schneidermann dans *MON* 29.06, aux débordements de J. d'Ormesson dans *FIG* 21.07 (où l'on peut lire des phrases étonnantes comme "ma nounou est colonel", par exemple) ou ceux de N. Copin dans *LAC*, qui choisit plutôt la voie du lyrisme :

- 03.08 "On ne peut que rendre hommage à l'action des officiers et des soldats. L'armée n'est pas faite pour l'humanitaire, c'est dommage. Elle le fait si bien. Et sans trop le dire, elle est si fière de le faire. Nous demandons à un très jeune capitaine ce qui est l'essentiel de sa vocation. La réponse est simple et belle, comme dans un livre : "Servir". Il précise : "Servir la nation". Il n'y a pas de doute, l'armée sert. Elle fait mieux encore que servir seulement la nation."

PRE adopte un ton très "marraine de guerre" pendant toute la durée de l'opération. A. Sanders ne parle en effet jamais *des* soldats français mais de *nos* soldats français, parle de leur "sauvegarde" (28.06), s'inquiète qu'on puisse les envoyer "au casse-pipe" (29.06). Le discours implicite de *PRE* est celui de la solidarité avec les exécutants (les militaires qui sont sur place) qu'accompagne une opposition traditionnelle aux instances du pouvoir. Les militaires sont les victimes des politiques, peut-on lire dans le quotidien d'extrême-droite :

- *PRE* 08.07 : "Les soldats français et leurs officiers ne sont pas des marionnettes que l'on manipule politiquement [...]".

Ce qu'il faut remarquer, c'est l'entrée des formes narratives (récit, anecdote) dans des articles à vocation première informative, placés dans les colonnes de politique internationale ou en première page. Les grands reporters retrouvent la forme du fait divers que son contexte africain semble ennoblir. Tous les journalistes construisent des personnages, qui deviennent bien vite des héros (le lieutenant-colonel Diego *FIG* 29.06, le lieutenant Arrambourg *FRA* 27.06), des victimes-martyrs (Olivier, Jeanne Dignité, Tite ou Désiré, martyrs tutsis, Damacène, Jules ou Léoncie, victimes hutues, auxquels leurs prénoms contribuent à donner du relief) ou des fortes têtes à la grande gueule (le colonel Thibaut, celui qui veut "casser du FPR" selon J.-P. Desbordes dans *INF* 07.07).

3/ CRITIQUES

Les critiques ne portent généralement pas sur l'action des troupes françaises pendant l'opération, mais concernent le rôle antérieur de l'armée française au Rwanda. L'assistance militaire au régime d'Habyarimana est souvent rappelée (*MON* 24.06 A.B. Pour ; *LIB* 29.06 et *LAC* 21.07, paroles rapportées de Médecins du Monde). Certains journaux rappellent que les militaires français sont appelés *hutus blancs* par les "Tutsis et Hutus démocrates" (*HUM* 30.06 J. Chatain ; *MON* se fait l'écho de cette appellation *via* l'article des dirigeants de "SOS racisme" et "Citoyens solidaires") ; mais ce rappel n'est pas général.

"L'affaire Thibaut" est le seul moment où les militaires sont attaqués pendant Turquoise : tous les journaux relèvent les propos "va-t-en guerre" ou "guerriers" (*FIG* 07.07) du colonel Thibaut dont *MON* 10-11.07 dit qu'il s'agit d'une phrase "brutale et peu subtile". Comme le

colonel en question possède un passé de phrase malheureuse ne fait que renforcer, les militaires français au Rwanda. Autre "victime" des médias : le général Lanxade, patron de Turquoise est selon J.-F. Bayart du CERI coupable d'un "soutien aveugle à Habyarimana" (*LAC* 02.07).

4/ LE BISTOURI AU LIEU DU FAMAS

La contradiction entre le militaire et l'humanitaire, qui apparaissait largement dans les médias quand il était question de la *nature de l'opération*, est moins souvent mentionnée en ce qui concerne la *nature du métier de soldat*. Quand elle l'est, c'est tard dans le déroulement de Turquoise, et à la faveur d'éléments aussi spectaculaires que l'enterrement des milliers de cadavres des Rwandais. Une exception cependant : le quotidien *PRE* qui mentionne très tôt le problème :

- 01.07 A. Sanders : "On se demande si ce genre d'appel [celui que F. Léotard lance pour recueillir vêtements et vivres] pour pathétique qu'il soit, est vraiment dans les attributions d'un ministre de la défense qui, jusqu'à preuve du contraire, gère des soldats et pas des assistantes sociales".

On se rend compte que ce sont surtout les journalistes familiers de l'armée et connaisseurs de la militarité qui traitent la question : J. Isnard mentionne le "nouveau visage" des militaires dès le 25.06 (ils parle même "d'OG en uniforme") ; on a vu que J. Guisnel titrait "Des bleus à l'armée" dans *LIB* le 21.07. P. de Saint-Exupéry souligne le 16.07 dans *FIG* que les militaires se transforment en "aides-soignants" mais aussi en "enquêteurs de police". C'est en effet autour de cette date que l'on commence à lire des commentaires sur "l'extension des tâches" (F. Fritscher *MON* 21.07) des militaires et que l'on trouve des formules qui résument la modification du travail du militaire professionnel : "Sur place, les bistouris servent cependant bien plus que les FAMAS" (J.-M. Maire *FRA* 22.07). Enfin l'expression *soldat-fossoyeur* apparaît dans la presse à la fin du mois de juillet, en même temps qu'on constate dans *LIB* 28.07 que les militaires endossent un "uniforme humanitaire mal taillé" (F. Aubenas).

5/ TROUBLES ET TRAUMATISMES

Un nouveau discours sur l'armée émerge dans la presse pendant Turquoise : le "syndrome du casque bleu" (J.-M. Maire *FRA* 22.07) commence à devenir un objet de commentaire chez les journalistes qui soulignent que les soldats sont "seuls et troublés" (au moment où il s'agit de contenir l'avance du FPR *MON* 05.07), "désemparés" devant le travail humanitaire que l'absence des ONG leur laisse (*FIG* 01.07).

Certains n'hésitent pas à parler de "traumatisme" comme J. Isnard à propos de l'intervention d'avril (*MON* 23.06), de soldats "éprouvés" (J. M. Apathie 01.08) et *LAC* interviewe le 27.08 un médecin psychiatre militaire sur les "traumatismes" des soldats français.

On constatera donc, pour en finir avec les militaires, que les journalistes, tout en formulant des critiques, n'entament pas vraiment l'image relativement positive de l'armée pendant Turquoise.

SYNTHÈSE**LÉGITIMITÉ DE L'INTERVENTION : LA FRANCE DISQUALIFIÉE**

Péché originel. Dans leur grande majorité, les quotidiens français toutes tendances confondues mentionnent le soutien antérieur de la France au régime du président Habyarimana, et en tirent une condamnation plus ou moins forte de la décision française d'intervenir au Rwanda. Le rappel du soutien français, qui revient régulièrement dans les articles jusqu'à la fin de l'opération, prend trois formes principales, avec des degrés de condamnation divers selon les locuteurs : soutien *politique* au régime, soutien *militaire* avec éventuellement responsabilité dans l'armement et l'entraînement des milices hutues, et enfin responsabilité directe dans le *génocide*. Ce "péché originel" de la France sera mentionné par les journalistes et leurs invités dans la presse pendant toute la durée de Turquoise. Certains intellectuels et membres d'associations iront même jusqu'à accuser la France d'un soutien à un "nazisme tropical".

Le gendarme colonial. On trouve dans la presse que le statut dont la France se dote en intervenant au Rwanda n'est guère reluisant : sont soulignés tantôt une gendarmite aussi aiguë que désuète, un désir de "dernière croisade" quelque peu dépassé, une posture monarchique (ou, en version *soft*, paternaliste et clientéliste) et même un comportement de gangster. Bref, l'opinion au tout début de l'opération française est critique vis-à-vis de la position africaine de la France. L'adhésion ou le soutien à l'intervention va dépendre en partie de l'analyse qui est faite de la nature du conflit au Rwanda.

Ethnique ou politique ? Les journalistes quelle que soit leur tendance politique proposent en général une analyse *ethnique* du conflit, s'accompagnant inmanquablement d'une vision binaire du problème : les Hutus sont les bourreaux et les Tutsis les victimes. Seul *PAR* se distingue en proposant très tôt une analyse *politique* et nuancée du conflit. **Soutien sans enthousiasme à Turquoise.** L'analyse en termes d'ethnicité entraîne en général un soutien même réservé à l'opération Turquoise. C'est pourquoi presque tous les journaux soutiennent plus ou moins l'intervention, ce qui n'exclut pas les critiques dont on a parlé plus haut : en général on adopte à droite un positionnement moral (l'honneur de la France est mentionné dans *QUO*, *FRA*, et *FIG*), à gauche une attitude de résignation digne (les erreurs passées ne présupposent pas l'abstention, disent en substance *MON* et *LIB*). Il faut noter cependant que les ONG fermement opposées à l'intervention (sauf MSF) trouvent souvent à faire entendre leur voix dans *MON* et *LIB*, ce qui donne à l'ensemble du discours de ces deux quotidiens une coloration que leur rédaction n'a pas forcément. Seuls les journaux communiste et d'extrême-droite s'opposent sans nuance à l'intervention : *HUM* adopte une ligne d'opposition dure dont il ne démordra jamais, considérant que la situation au Rwanda découle directement de la politique africaine de la France qui se rend coupable d'ingérence en envoyant ses soldats. Le quotidien nationaliste *PRE*

manifeste son désaccord pour des raisons évidemment différentes et étroitement militaristes : Turquoise expose inutilement les soldats français.

Motifs de l'intervention : l'ère du soupçon. Les quotidiens sont très soupçonneux quant aux raisons qui poussent le pouvoir français à envoyer "nos officiers et nos soldats", comme dirait *PRE*. On avance donc plusieurs motivations, comme la préservation d'une ère d'influence dans la région, le désir de "se refaire une virginité" ou la volonté de soutenir les FAR. En revanche, les allées et venues françaises (retrait en avril et retour en juin) laissent tous les journalistes perplexes.

LÉGITIMITÉ DES MISSIONS : ISOLEMENT JURIDIQUE ET AMBIGUÏTÉ MILITARO-HUMANITAIRE

La solitude de la France. Sur le plan proprement *juridique*, toute la presse mentionne bien sûr le fait que la France intervient sans mandat de l'ONU, mais analyse rarement et diversement le phénomène, ce qui ne permet pas de définir des lignes interprétatives générales. L'obtention de l'autorisation d'intervenir le 23.06 est généralement saluée comme une réussite française, ce qui montre encore que la presse, tout en étant fortement critique, ne conteste pas vraiment Turquoise.

La solitude de la France au Rwanda est un thème constamment évoqué dans les médias, hors du champ juridique proprement dit. Trois attitudes sont possibles :

- On s'en félicite, mais souvent d'une façon relative. Le raisonnement des journalistes sur ce thème est un peu le même qu'en ce qui concernait le soutien à l'opération : après abondance de critiques, on finit par reconnaître que, par rapport à "l'apathie" des autres nations, la solitude de la France est plutôt courageuse et positive.

- On la déplore, mais là encore les condamnations ne sont pas franchement formulées, et les journalistes retombent finalement sur l'attitude précédente. On ne relève de véritable indignation que dans le cas où la solitude française est associée au refus de l'intervention par le FPR, qui est mentionné surtout *via* le discours de ses dirigeants et des ONG. - On l'analyse, ce qui est rarissime, en termes quasi métapolitiques : la solitude, réalité politique, est elle-même un argument politique avancé par le pouvoir français pour accréditer la thèse de l'intervention humanitaire. On trouve aussi des propositions pour résoudre les difficultés de cette intervention solitaire : l'appel à une force interafricaine est souvent lancé, mais toujours de la part de non-journalistes (des universitaires et chercheurs le plus souvent).

Sur ce point de la solitude française, on remarquera sans originalité que les journalistes réagissent à chaud, se concentrant surtout sur les stratégies à court terme et la réalité immédiate : celle-ci étant évidemment, comme toute réalité prise sur le vif, confuse et désordonnée, il n'est pas étonnant qu'ils n'arrivent pas vraiment à adopter une position claire. De plus, s'inscrivant dans un système de *valeurs* (morales, ou simplement humaines) ils ne peuvent dans le cas du Rwanda qu'avoir une position mixte : c'est politiquement condamnable mais humainement honorable.

Militaire et humanitaire : une synthèse difficile. La coexistence de ces deux activités préoccupe les journalistes de diverses façons selon les stades de l'intervention. Le mouvement général qui se dégage dans la presse sur ce point peut se résumer aux deux étapes suivantes :

L'harmonie relative du militaire et de l'humanitaire. On assiste au début de l'opération à une reconnaissance abstraite de l'aspect humanitaire de l'intervention prise en charge par les militaires. Les journalistes ne relèvent pas tout de suite l'éventuelle contradiction et acceptent sans état d'âme particulier l'idée d'une opération *militaire* à but *humanitaire*. Seuls *HUM* et *PRE* relèvent la contradiction, l'humanitaire étant un prétexte pour le premier et un emploi décalé de l'armée pour le second.

Le paradoxe militaro-humanitaire. A partir du moment où les difficultés surgissent, mettant à rude épreuve les possibilités de réaction des forces françaises (tout cela fin juin-début juillet, après une semaine de présence française), la presse commence à souligner les ambiguïtés liées à la double dimension humanitaire et militaire de l'intervention. Elles sont relevées avec plus de vigueur encore à partir du moment où, la ZHS étant mise en place, les militaires doivent gérer des problèmes non militaires (en particulier exode et choléra) souvent créés par la mise en place de cette même ZHS. On ne trouve pas vraiment dans la presse d'analyse un peu poussée de ce paradoxe : les journalistes méconnaissent à l'évidence l'armée, le métier militaire et ses éventuelles mutations ou extensions (sauf exception comme J. Guisnel par exemple). Il se contentent donc de mentionner qu'un soldat d'élite n'est pas formé pour creuser des fosses communes, mais sans adopter de position véritable sur le problème (il n'y a pas vraiment d'*opinion* dans la presse sur ce point, en fait).

MODES D'ACTION ET CHOIX DE SITUATIONS

Les situations sont tout aussi sinon plus importantes que les actions au Rwanda dans la mesure où la France va être plus souvent amenée à *gérer des situations* qu'à *engager des actions*.. Dans les commentaires qui sont faits dans la presse à ce propos, l'idée dominante est la *contradiction*, qui reste toujours en filigrane du discours des médias sur les *événements* proprement dits (dans l'ordre : mise en place de la ZHS, "accrochage" avec le FPR, exode des populations hors de la zone de sécurité, risque de génocide hutu, choléra, relais avec les ONG et l'ONU et enfin retrait français).

Première contradiction : militaire/humanitaire. La cohabitation du militaire et de l'humanitaire avait été déjà largement commentée par les médias en ce qui concernait la *nature* de la mission. Elle apparaît avec force quand les militaires français se retrouvent sur le terrain et commencent à agir. Les commentaires dans les médias peuvent être regroupés grâce aux énoncés génériques suivants :

- Comment protéger sans s'engager ?
- Pourquoi des soldats d'*élite* pour faire de l'*humanitaire* ?
- Peut-on mélanger la protection armée et l'assistance humanitaire ?

Finalement, la mention de ces contradictions et leur analyse amènent certains journalistes (curieusement, il s'agit de ceux qui étaient les plus proches de la position des ONG au début du conflit) à remettre en cause la notion même d'*humanitaire*, sans pour autant d'ailleurs faire l'apologie de la solution militaire. Voilà donc le principe humanitaire égratigné par ceux-là mêmes qui s'en faisaient les défenseurs, ce qui constitue une évolution de l'opinion fort intéressante, qui mériterait d'être suivie à travers d'autres conflits. Le bénéfice en retombe mécaniquement sur les militaires français, même si ce n'est pas intentionnel.

Deuxième contradiction : salut des victimes et protection des bourreaux. Toujours fidèles à cette logique binaire dont on commence à voir qu'elle gouverne assez généralement la couverture médiatique de l'affaire rwandaise, les journalistes posent le problème de l'identité des personnes protégées : le problème de la ZHS est qu'elle permet à tout le monde de trouver une protection, y compris les "massacreurs hutus". Sur ce point, le discours des médias est relativement unanime et repose sur un constat factuel : la protection des "bourreaux" est effective et inévitable. Seule l'intensité de l'accusation diffère : on trouve par exemple dans *LIB* une comparaison explicite entre les massacres au Rwanda et le génocide nazi, et une allusion légère à un éventuel rôle "collaborationniste" de la France. *FIG* choisit de mentionner simplement les faits alors que *MON* estime pour sa part que les Hutus protégés dans la ZHS posent aux Français le même problème que les Khmers rouges au Cambodge vingt ans auparavant.

Réactions de la presse aux événements internes à Turquoise. La mise en place de la ZHS déclenche surtout des réactions négatives ou méfiantes, ce qui peut paraître étonnant, dans la mesure où, comme on l'a vu précédemment, la presse a plutôt adopté une position qui faisait une grande part à l'humain et l'émotionnel. Nulle remarque sur un éventuel "soulagement des souffrances des populations" (expression que l'on trouvait dans la presse fin juin), mais au contraire des réserves assez unanimes tournant autour de l'idée que la ZHS constitue un espace dont la clôture est dangereuse : les Rwandais hutus et tutsis comme les Français risquent de rester pris au piège. Devant les événements qui ont lieu à l'intérieur de la ZHS, et qui constituent toujours des aggravations importantes et souvent spectaculaires de la situation (exode, choléra etc.), les médias adoptent un discours constatif et/ou narratif. Le ton cesse généralement d'être critique, où ce sont alors des critiques anciennes qui sont reprises. Pas d'*opinion* donc sur ces événements, mais une abondance de récits, de témoignages d'acteurs (rwandais, humanitaires et militaires sur place) qui envahissent les colonnes.

Le problème du relais avec les ONG, qui commence à apparaître fin juillet-début août, entraîne une évolution dans le discours des médias : s'ils répercutent le discours que tiennent les organisations pour justifier leur absence, celle-ci est vue sous un angle plus critique, même par les journaux qui leur donnent le plus largement la parole.

Enfin, le retrait des troupes françaises est quasi unanimement contesté par la presse (excepté *HUM* et *PRE*) qui mentionne par exemple "l'héritage explosif laissé par Turquoise" (*FIG* 19.08). Les ONG, s'engageant dans une contradiction flagrante, s'opposent également à ce retrait. On peut donc constater que la "France officielle" a fini par convaincre l'opinion médiatique française au long de ses trois mois de présence au Rwanda.

CRÉDIBILITÉ DES INSTANCES DE POUVOIR

Instances internationales. Force est de constater que l'affaire rwandaise constitue dans la presse française le creuset d'une critique très virulente et parfois même dégoûtée de la communauté internationale, de la communauté européenne et de l'ONU. Les journaux de tous bords sont durs avec, *dixit* J. Hélène (*MON* 23.06), "ce que l'on appelle pompeusement la communauté internationale", qui se voit reprocher son absence de réaction au moment des

premiers massacres au Rwanda. Les deux d'apathie et d'indifférence. *Idem* pour la souvent mentionnée.

accusations les plus fréquentes sont celles communauté européenne, dont l'absence est

Quant à l'ONU, elle est constamment et violemment attaquée pendant toute la durée de Turquoise. Les deux reproches que l'on retrouve dans toute la presse sont les suivants : l'ONU est un "machin" passif et impuissant ; l'ONU a perdu ses références et trahi ses principes.

Les dirigeants politiques français. Ils ne sont pas non plus épargnés, mais l'aura de Turquoise les protège quelque peu d'une attaque fondamentale et d'une remise en cause trop radicale. Les dirigeants nationaux sont épinglés pour les raisons suivantes :

- Le discrédit du soutien à Habyarimana pèse sur eux comme un couvercle et rejaillit sur leur action politique pendant l'opération.

- Ils sont accusés de s'appuyer sur des analyses géopolitiques et culturelles insuffisantes pour mener leur politique africaine.

- Le pouvoir est tricéphale (Élysée, Matignon et rue Saint-Dominique) et a du mal à accorder ses tam-tams.

- Certains dirigeants sont soupçonnés d'utiliser Turquoise à des fins politiciennes (période pré-électorale). Il n'y a guère que F. Léotard et la franchise de son "pain blanc" qui échappent aux critiques des journalistes.

Les acteurs militaires. Qu'ils soient chefs ou exécutants, ils bénéficient presque tous de la sympathie ou de la neutralité bienveillante de la presse française. Les militaires français sont souvent au centre des articles de presse et l'on peut donc voir se constituer dans la période un discours sur l'armée globalement positif, excepté dans *HUM* où se pratique un léger antimilitarisme. Les degrés de sympathie pour les militaires sont divers selon les quotidiens : on passe du ton "marraine de guerre" de *PRE* à la bienveillance discrète de *MON*, en passant par les débordements affectifs ormessonniers de *FIG* et le lyrisme de *LAC*. Mais tous les journalistes sans exception retrouvent les vertus primitives du reportage narratif, avec ses personnages héroïques, pittoresques ou tragiques et ses situations extrêmes.

Deux reproches viennent cependant rompre la belle harmonie entre la presse et l'armée : ce que l'on appelle vite "l'affaire Thibault" assombrit un peu le tableau du soldat-sauveur prodigue en compresses et en sacs de riz. Le colonel qui veut "casser du FPR", comme on l'appelle dans la presse, est un peu à l'opération Turquoise ce que le général Imbot fut à l'affaire du Rainbow Warrior. Le second reproche adressé à l'armée française est encore et toujours son rôle antérieur à Turquoise : certains quotidiens rappellent que les soldats français sont appelés *Hutus blancs* par les Tutsis et les Hutus modérés.

Excepté ces deux éléments de critique, la presse s'émeut volontiers de l'extension des tâches imposées aux soldats français, et l'on trouve même à la fin de l'opération quelques articles sur leurs "traumatismes" et, plus généralement, sur ce que l'on commence à appeler le "syndrome du casque bleu". Il est vrai que cette prise en compte des plaies psychologiques devient de plus en plus générale en France (*cf* la présence de psychiatres sur les lieux des attentats par exemples) ; il est cependant remarquable de constater qu'elle englobe désormais la population militaire dont on a toujours pensé que la blessure faisait partie intégrante du métier.

ANNEXE

SIGLES ET ABRÉVIATIONS :

A.D.F.E : Association Des Français de l'Étranger
A.I.C.F. : Action Internationale Contre la Faim
CAN : *Le Canard enchaîné*
C.E.R.I. : Centre d'Études et de Recherches Internationales
C.I.C.R. : Comité International de la Croix Rouge
C.O.S. : Commandos des Opérations Spéciales
ECH : *Les Échos*
FAMAS : Fusil d'Assaut de la Manufacture d'Armes de Saint-Étienne
F.A.R. : Forces Armées Rwandaises
FIG : *Le Figaro*
F.P.R. : Front Patriotique Rwandais
FRA : *France-Soir*
HUM : *L'Humanité*
INF : *Infomatin*
LAC : *La Croix*
LIB : *Libération*
MON : *Le Monde*
M.R.A.P. : Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples
M.S.F. : Médecins Sans Frontières
O.N.G. : Organisation Non Gouvernementale
O.U.A. : Organisation pour l'Unité Africaine
PAR : *Le Parisien*
PRE : *Présent*
QUO : *Le Quotidien*
U.F.E. : Union des Français de l'Étranger
Z.H.S. : Zone Humanitaire de Sécurité